

À L'APPROCHE DE LA FÊTE DE L'AÏD EL FITR

Les prix de l'habillement flambent

Nous sommes à la mi- Ramadhan et c'est la période que les parents choisissent pour habiller leurs enfants en prévision de l'Aïd El fitr. Alors que les algériens ont montré leur satisfaction, pour les prix des produits de large consommation, qui ont été abordables, il n'en est pas de même, pour les vêtements qui ont augmenté pour certains types, de plus de 80%. Ceux qui avaient opté pour la friperie, ont été aussi désabusés. P 3



TOURISME SAHARIEN

**Riches programmes en
prévision des vacances
du printemps**



Les opérateurs du secteur touristique dans les régions sahariennes ont tracé plusieurs programmes en prévision des vacances scolaires du printemps, coïncidant avec le mois sacré du Ramadhan, d'autant que ces régions connaissent une grande dynamique touristique lors de cette période.

P 3

LE MARCHÉ ALGÉRIEN
POURRAIT ÊTRE PARMI LES
LEADERS DANS LA RÉGION
MENA

**Un avenir prometteur
pour l'industrie des
assurances**

Le secteur des assurances qui a enregistré une croissance de 2,6% en 2023, avec un chiffre d'affaires de 168,4 milliards de DA, devrait continuer de croître. Selon la revue spécialisée "Middle East insurance review", le secteur des assurances en Algérie pourrait devenir l'un des marchés leaders dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA), compte tenu notamment de la diversité des acteurs du marché.

P 5

DES EXPERTS L'ONT SOULIGNÉ
**La digitalisation pour
une économie efficiente**

L'intérêt de poursuivre le travail de digitalisation de l'ensemble des processus administratifs, dans le but de donner une plus grande efficacité à l'économie nationale, a été souligné à Alger par plusieurs acteurs économiques nationaux.

P 2

HAUTE COMMISSION DE
RECOURS RELATIFS À
L'INVESTISSEMENT

**Bouderba : « La
CAPC adhère
totalement à
cette initiative »**

La Confédération algérienne du patronat citoyen (CAPC) a apporté son soutien à la création de la haute Commission de recours relatifs à l'investissement. Selon le vice-président de CAPC, Moncef Bouderba, cette commission est une excellente nouvelle qui va consolider davantage la transparence des investissements et participer à l'amélioration du climat des affaires. En effet, dira-t-il, la commission de recours à toute latitude et la responsabilité de faire avancer les projets qui font l'objet de souffrances et difficultés de réalisation. « Notre organisation est disponible toujours pour la création de richesses et d'emploi. Notre principal objectif est souci, c'est effectivement consolider le dialogue économique avec les autorités publiques, les ministères concernés par le développement de notre pays à l'instar des Finances, le commerce, l'industrie et en particulier la gestion des investissements qui est aujourd'hui une des priorités du président de la République, Abdelmadjid Tebboune et du programme économique présidentiel », souligne-t-il dans une déclaration accordée à notre quotidien. Et d'assurer : « La CAPC adhère totalement à cette initiative, l'a salué et l'encourage et nous sommes disponibles, dans le cadre du dialogue économique, à donner des réponses appropriées qui facilitent la mise en place des investissements en Algérie que ça soit des IDEs ou des algériens résidents et de l'étrangers ».

S R.

DES EXPERTS L'ONT SOULIGNÉ

La digitalisation pour une économie efficiente

L'intérêt de poursuivre le travail de digitalisation de l'ensemble des processus administratifs, dans le but de donner une plus grande efficience à l'économie nationale, a été souligné à Alger par plusieurs acteurs économiques nationaux.

Par R E

Lors d'une rencontre jeudi soir organisée par la Bourse d'Alger et l'enseignant universitaire, Nazim Sini, plusieurs responsables se sont accordés sur l'importance d'aller vers une digitalisation massive dans le but de réduire les dépenses, faciliter les procédures et ainsi parvenir à un développement économique important. Lors de son intervention, le directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a mis en avant "les nombreuses réformes" touchant le secteur financier et bancaire, visant à renforcer l'accès au financement des entreprises notamment. Selon lui, ces réformes, accompagnées de procédures de digitalisation des acteurs de la finance "participent à faire de l'Algérie une économie émergente". Outre la digitalisation, M. Benmouhoub a souligné les efforts de l'Etat pour dynamiser la Bourse d'Alger en tant qu'outil de financement de l'économie, pour soutenir l'écosystème des startups, la mise en place d'un dispositif fiscal avantageux notamment dans l'open innovation et pour l'externalisation de l'économie algérienne à travers l'exportation et l'implantation de banques algériennes à l'étranger. De son côté, le chef d'entreprise et enseignant universitaire, Nazim Sini, a expliqué l'importance de la digitalisation de l'économie, estimant, par exemple, que les pays dont 90% des démarches administratives peuvent se faire en ligne ont gagné 1 point de PIB supplémentaire par an et ont économisé près de 10 milliards de dollars. L'intervenant a également évoqué les opportunités économiques qui se présentent lors de l'année 2024, notant que la croissance mondiale sera portée cette année par les pays émergents. M. Sini a également énuméré les atouts de l'Algérie pour parvenir à un taux de croissance important, à travers plusieurs projets tels que ceux dans le secteur minier, ferroviaire avec un réseau étoffé, une augmentation des salaires ainsi que des prévisions de baisse du taux d'inflation durant les années à venir, renforçant le pouvoir d'achat et donc la consommation au niveau national. Pour sa part, le PDG d'Alliance Assurances, Hassen Khelifati, a indiqué que le secteur des assurances œuvre à se digitaliser de plus en plus, notamment pour anticiper les changements et évolutions du secteur au niveau national et international. Il s'agit selon lui de s'adapter nécessairement à de nouveaux besoins et de nouveaux usages des citoyens et des entreprises. Pour ce faire, M. Khelifati a fait observer que les acteurs du secteur font appel à des compétences locales pour développer leurs solutions numériques internes et commerciales. La présence numérique est aussi un défi que doivent relever les entreprises et les administrations du pays, a estimé de son côté l'ancien président du Groupement algérienne des acteurs du numérique (GAAN), Tadjeddine Bachir. « L'entreprise commerciale et l'administration doivent être présentes sur les réseaux sociaux, en ayant un contact direct avec l'utilisateur, c'est à dire le citoyen », a-t-il plaidé. De plus, la dématérialisation des démarches administratives aura un impact « indéniable » sur la croissance et les économies budgétaires permettant d'aller vers une économie forte, a conclu M. Bachir.

NUMÉRISATION

Retrait du document d'extrait cadastral via la plateforme «El Aakar»

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a salué, jeudi à Alger, les efforts de la Direction des domaines en matière de numérisation de son secteur, notamment le retrait électronique du document d'extrait cadastral directement via la plateforme numérique "El Aakar". Lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Kesri El-Messaoud, vice-président de l'APN, en présence de plusieurs membres du gouvernement, M. Faïd a déclaré, en réponse à une question du député Ahmed Rabhi (FLN) sur la lenteur des procédures des conservations foncières qui continuent d'exiger le document d'extrait cadastral lors du dépôt des actes de transfert de propriété,

que « la plateforme numérique dénommée +El Aakar+ avait été mise à la disposition des opérateurs concernés à travers plusieurs wilayas pour le retrait électronique de ce document ». Et de préciser que le nombre de demandes de ce document sur la plateforme, en sus d'autres documents, a dépassé les 300.000, ce qui permet « d'assurer un service public de qualité et de réduire la charge sur les clients », a-t-il ajouté, soulignant que le ministère comptait introduire davantage de facilités afin de simplifier les procédures. Le ministre a relevé que l'exigence de ce document était une question purement juridique et que cette obligation ne peut être revue qu'à « travers la révision du système juridique régissant le processus de la publicité foncière et du cadastre de manière complète et approfondie ». A une question du député Ali Tarbago (Mouvement El Bina) sur « le retard accusé dans le traitement des dossiers des citoyens déposés au niveau des services de la conservation foncière et du cadastre de la wilaya de Ghardaïa », le ministre a précisé que les dossiers d'enquête foncière dans le cadre de la loi (07-02) étaient « des dossiers complexes nécessitant un certain temps pour enquêter et vérifier les droits qui y sont liés, car les droits patrimoniaux anciens exigent des recherches approfondies ». Il a affirmé que ses services s'étaient employés au suivi des procédures du déroulement de l'enquête conformément à la législation et à la réglementation en vigueur dans ce domaine, et que tous les dossiers rejetés avaient été assortis de décisions de rejet, établies sur la base de dispositions légales qui sont notifiées aux personnes concernées conformément à la législation en vigueur. En ce qui concerne la situation statistique des dossiers jusqu'au 11 février 2024, M. Faïd a fait état de 4.935 déposés, 3830 acceptés et 1105 rejetés, d'où l'établissement de 535 attestations. Répondant à une question du député Mohamed Aziz (RND), relative à l'envoi d'une commission d'enquête à la wilaya de Biskra concernant "le foncier inconnu", le ministre a promis de dépêcher cette commission, soulignant que la numérisation du secteur facilitera l'accès aux documents liés au foncier.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL

Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

« Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité »
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

À L'APPROCHE DE LA FÊTE DE L'AÏD EL FITR

Les prix de l'habillement flambent

Nous sommes à la mi- Ramadhan et c'est la période que les parents choisissent pour habiller leurs enfants en prévision de l'Aid El fitr. Alors que les algériens ont montré leur satisfaction, pour les prix des produits de large consommation, qui ont été abordables, il n'en est pas de même, pour les vêtements qui ont augmenté pour certains types, de plus de 80%. Ceux qui avaient opté pour la friperie, ont été aussi désabusés.

Par Réda Hadi

Les prix affichés dans les magasins de vêtements sont excessifs. Les marchés sont inondés de tous les produits de marques étrangères, mais les prix sont loin d'être à la portée des petites bourses. Si le choix est varié, les prix demeurent très élevés et la qualité n'est pas souvent au rendez-vous. Dans certains marchés et magasins du chef-lieu de la wilaya, des chefs de famille estiment que les prix sont hors de portée. A Alger, si durant la journée, les rues commerçantes ne sont pas bondées, le soir venu, elles sont bondées de familles en quête d'habits neufs à l'occasion de la fête de l'Aïd el-fitr. Une femme rencontrée à la rue Hassiba Ben Bouali, nous affirmait que «les articles considérés comme chers sont généralement importés. Habituellement, les commerçants mettent à la disposition des clients, un choix varié en tenant compte du pouvoir d'achat des citoyens. Or cette année, le choix y est, mais les prix sont inabordables, même pour la production locale ». Un père de famille, à Bordj El Bahri, était lui aussi perplexe. Ayant à charge, 4 enfants à vêtir pour cette fête, il avoue ne plus avoir ou donner de la tête. «Je suis venu ici, car c'est réputé être moins cher et abordable, mais j'ai vite déchanté. A bien voir je me demande comment faire pour habiller mes 4 enfants ».

En effet, les pantalons en jean pour enfants, par exemple, sont proposés à 1 500 et 2 000 DA. A Bach Djerah, connu pour être le marché des pauvres, une robe pour fillette est affichée jusqu'à 8 500 DA. S'agissant de la tranche d'âge entre 10 et 14 ans, la moyenne générale des prix est dans la fourchette de 7 500 à 9 000 DA par enfant. De quoi avoir le tournis. Les prix sont juste surréalistes. Une paire de chaussures pour enfants est à 2000 DA, pour une qualité médiocre. Des prix qui font hésiter plus d'un. Interrogés sur ces hausses, les commerçants avancent le fait que depuis l'an dernier, le transport de la marchandise importée de Turquie ou de Chine coûte trois fois plus cher. La hausse se répercute donc sur les prix proposés en magasin. Pour eux, si les vêtements se vendent alors plus cher par rapport à l'année dernière, c'est à cause aussi des surcharges. « On n'a pas le choix si l'on veut compenser la hausse du transport de marchandises », disent-ils. Toutefois, les vêtements importés récemment ont connu une hausse de 30 à 40%, selon les commerçants. Même le produit local n'échappe pas à cette flambée. Beaucoup de commerçants interrogés ont soulevé le problème de la disponibilité de certains vêtements, indiquant qu'il y a peu de marchandises sur le marché. Si certains peuvent se permettre d'acheter leurs vêtements dans des magasins spécialisés à des prix prohibitifs – qualité oblige – la ma-

rité des gens n'ont pas cette chance. Des parents ne voulant se résigner à ne pas faire plaisir à leurs enfants, ont voulu se rabattre sur les vêtements de la friperie. La seconde main se constitue aujourd'hui comme une alternative. Là aussi grosse désillusion. Dans ce créneau, que l'on croyait accessible, les prix aussi ont connu une hausse, même si celle-ci reste relative. À Alger-Centre, l'un de ces magasins situé à la rue Hassiba-Ben-Bouali, affiche des étals fournis pour des prix quelque peu raisonnables. À l'entrée, le responsable de cet espace tente de gérer le flux important des clientes venues chiner dans l'optique de trouver des vêtements plus ou moins neufs. «Depuis une semaine environ, nous recevons beaucoup de femmes qui cherchent des habits pour leurs enfants à l'occasion de l'Aïd », a souligné le gérant. Ce dernier confirme que l'intérêt des Algériens pour le marché d'occasion a augmenté. Dans les magasins ordinaires, les vêtements pour enfant par exemple sont hors de portée », lance-t-il. Ce contexte a conduit, selon-lui, les familles les moins nanties, à recourir aux vieux vêtements. Ils perçoivent, par conséquent, les fripes comme une opportunité de s'habiller ou de bien habiller ses enfants et d'accéder à des prix qui ne frôlent pas le scandale. Reste que nous avons constaté que s'il y a des clients, tous ne ressortent pas avec des emplettes.

PÊCHE

Lancement de la vente de la sardine à 500 DA/Kg dans plusieurs wilayas

La commercialisation de la sardine au prix de 500 DA/Kg, a été lancée, jeudi, à travers les points fixes de vente directe producteur-consommateur, ouverts par le secteur de la pêche et des productions halieutiques dans plusieurs wilayas du pays, dans le cadre de la poursuite de la vente solidaire des produits halieutiques. Le lancement officiel de l'opération au niveau de la poissonnerie d'Alger, en présence de responsables du secteur de la pêche et des produits halieutiques, a connu une grande affluence des citoyens. Le directeur du contrôle des activités de la pêche, de l'aquaculture et de la régulation du marché au ministère, M. Hentour Abderrahmane, a précisé dans une déclaration à l'APS que le secteur visait à réguler le marché en assurant des produits à des prix abordables et adaptés au mois sacré. A cet effet, l'importation a été autorisée avec des premières quantités étudiées et limitées, qui permettent de réguler les prix et d'équilibrer le marché, dans plusieurs wilayas, dont 8 tonnes à Alger, 5 tonnes à Annaba et 6 tonnes à Constantine. L'importation est autorisée à certaines périodes de l'année pour réguler les produits et équilibrer le marché, car la période actuelle est caractérisée par le manque de production locale, selon M. Hentour, qui a expliqué qu'"au cours de la période décembre-avril, la production de la sardine avait souffert des intempéries et des courants marins, ayant entraîné une réduction de la production nationale de 2000 tonnes par mois". Par contre, la période mai-novembre s'est caractérisée par une abondance avec "une production moyenne qui atteint les 6.000 tonnes/mois, permettant d'assurer la stabilité de la vente de la sardine aux alentours de 500 DA/kg sans le besoin d'importer".

TOURISME SAHARIEN

Riches programmes en prévision des vacances du printemps

Les opérateurs du secteur touristique dans les régions sahariennes ont tracé plusieurs programmes en prévision des vacances scolaires du printemps, coïncidant avec le mois sacré du Ramadhan, d'autant que ces régions connaissent une grande dynamique touristique lors de cette période. Outre l'introduction de nouveaux circuits, plusieurs agences de tourisme ont pris des mesures à même de réussir cette saison, qui a commencé en octobre dernier et se poursuivra jusqu'à la fin avril, et ce à travers la diversification de leurs programmes et l'amélioration des prestations tout en proposant des tarifs compétitifs et accessibles aux touristes. Dans une déclaration à l'APS, un responsable au Touring Club Algérie (TCA), Reda Ammar, a fait savoir que son établisse-

ment ne ménageait aucun effort pour contribuer à la création d'une destination touristique par excellence, estimant que le tourisme saharien jouait un rôle pivot dans réalisation de cet objectif, après le tourisme balnéaire et les stations thermales. Pour assurer le succès de cette saison, un programme riche a été tracé, comprenant des circuits touristiques variés, notamment dans les régions de Djanet, Tamanrasset, Timimoune, Béchar, Beni Abbas et Taghit, ainsi que d'autres régions touristiques historiques, culturelles, religieuses, archéologiques et naturelles à Ghardaïa et Biskra. Selon le même responsable, l'établissement organise des excursions touristiques les week-ends et pendant les vacances de printemps à des prix compétitifs, tout en assurant tous les services, les installations

d'hébergement et les guides touristiques. M. Reda Ammar a appelé les opérateurs touristiques à diversifier les projets touristiques en prenant également en charge la réalisation d'installations complémentaires telles que des espaces de divertissement et de détente, ainsi que des infrastructures pour la pratique de différentes disciplines sportives. Pour sa part, l'expert en tourisme et SG de la Fédération algérienne des experts touristiques, Said Boukhelifa, a estimé que "la destination touristique Algérie est une destination saharienne par excellence" compte tenu de la forte demande sur cette destination. M. Boukhelifa a insisté sur la prise en charge de ce type de tourisme, au égard au riche potentiel touristique de ces zones sahariennes uniques en leur genre, notamment les ksours de Ghardaïa, La-

ghouat, Adrar, Timimoun, Béchar, Taghit, Béni Abbès, Naama, El Bayadh, Djanet, Tamanrasset et autres, et ce, à travers le renforcement des moyens de transport et des établissements d'hébergement, outre "la promotion de la formation des guides touristiques en matière de connaissances historiques et culturelles", avec la modernisation des moyens de promotion de ces destinations. D'après les données du ministère du Tourisme et de l'Artisanat, plus de 3,3 millions de touristes, dont 2,2 millions étrangers ont visité les différentes régions du pays, y compris le désert qui demeure la destination favorite des touristes étrangers.

R E.

ALGERIA VENTURE - SOCIÉTÉ SUISSE ROCHE ALGÉRIE
Signature d'un mémorandum d'entente

L'accélérateur public de start-up Algeria venture et la société suisse spécialisée dans le diagnostic et la biotechnologie Roche Algérie ont signé, mercredi à Alger, un mémorandum d'entente en vue de soutenir les start-ups algériennes activant dans le secteur de la santé et des technologies médicales. Cet accord a été paraphé par Sid Ali Zerrouki directeur général d'Algeria Venture, et du côté de la société suisse le directeur général de Roche Algérie Khalil Kadaoui, en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises Yacine El Mahdi Oualid. Il s'agit pour les deux parties a travers ce partenariat de soutenir et d'encadrer les startups opérant dans le domaine de la santé en leur fournissant l'accès aux ressources, à l'expertise et aux réseaux nécessaires à leur croissance, a-t-on expliqué lors de la cérémonie de signature. L'objectif est d'accélérer le développement et l'adoption de solutions novatrices proposées par les startups algériennes, améliorant ainsi la vie des patients et la prestation de soins de santé en Algérie, affirme Roche Algérie dans un communiqué remis à la presse en marge de la signature de l'accord.

JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU
L'Algérie avance à pas constants vers l'objectif de la sécurité hydrique



Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a assuré jeudi à Alger, que le pays avance à pas constants vers l'atteinte de l'objectif de la sécurité hydrique, à travers une stratégie et un programme de réalisation de diverses infrastructures hydrauliques. Intervenant, à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de l'eau, le ministre a affirmé que "l'Algérie avance à pas fermes et constants vers l'atteinte de l'objectif de la sécurité hydrique, qui n'est pas affecté par le phénomène des changements climatiques". M. Derbal qui était accompagné à cette célébration, tenue au Palais des expositions des pins maritimes, par les ministres de l'Agriculture et le Développement rural, Youcef Chorfa et de

l'Environnement et les Energies renouvelables, Fazia Dahleb, a dans cette optique ajouté que les décisions éclairées du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et sa vision prospective ont permis de prendre une série de mesures pour parvenir à assurer une sécurité hydrique. Dans les détails, le ministre a indiqué que les premières mesures d'urgence dans ce volet étaient la réalisation des puits et forages dans plusieurs wilayas en sus d'un programme de réalisation de stations de dessalement d'eau de mer, tracé à moyen et court termes. Dans ce chapitre, le ministre a relevé que ce programme est réalisé sur deux étapes, celle 2022-2024, avec 5 grandes stations de dessalement d'eau de mer à tra-

vers les wilayas du littoral pour une capacité de production de 300.000 m3/jour chacune. Il a ajouté qu'il est prévu l'entrée en service des ces stations à "la fin de l'année en cours". M. Derbal a également évoqué la deuxième étape de ce programme 2025-2030, englobant la réalisation de 7 autres stations de dessalement d'eau de mer affirmant qu'à l'issue de la première étape, l'eau dessalée permettra d'assurer 42% des besoins en eau potable des populations, alors qu'à la fin de la deuxième étape, ce taux atteindra 60%. "Ces stations de dessalement d'eau de mer assureront l'approvisionnement en eau potable des habitants des wilayas du littoral et ceux des wilayas distantes de 150 km de ces infrastructures", a-t-il détaillé.

SON PRIX À DÉPASSER 2.200 DOLLARS L'ONCE
L'or bat un nouveau record historique

Le prix de l'or a battu jeudi un nouveau record historique à plus de 2.200 dollars l'once, dopé par la perspective de plusieurs baisses de taux cette année confirmée par la banque centrale américaine la veille. L'or est monté jusqu'à 2.220 dollars l'once, selon l'agence Bloomberg, dépassant de précédents records établis en mars. Depuis mi-février, le cours du métal précieux a bondi de près de 12%. Les Bourses asiatiques et la Bourse de New York se sont envolées et le dollar a reculé après que la Réserve fédérale américaine (Fed) a confirmé sa prévision de trois baisses de taux en 2024, en dépit d'une inflation persistante. « Ce que nous avons vu hier soir, c'était un feu vert pour que les négociants en or reviennent sur le marché », a déclaré Chris Weston, du courtier Pepperstone Group. Cette poussée du prix de l'or a été encouragée par un dollar faible, ce qui suscite l'attrait de ce métal précieux comme valeur refuge dans un contexte d'accentuation des risques géopolitiques, en particulier depuis le début de l'agression sioniste contre Ghaza. Les baisses de taux sont aussi favorables au métal jaune, qui ne génère pas de revenus, car elles rendent les autres placements moins attractifs.

SAISON DE REBOISEMENT 2023-2024

Plantation de plus de 863.000 arbustes à Alger

La directrice des forêts et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger, Mme Sabrina Hakkar, a fait état, jeudi, de la plantation de plus de 863.000 arbustes de différentes variétés à Alger, et ce, dans le cadre des campagnes de reboisement pour la saison 2023-2024, lancées le 25 octobre dernier et clôturées aujourd'hui, le 21 mars. Lors d'une cérémonie organisée par la direction des forêts et de la ceinture verte, à l'occasion de la Journée mondiale de l'arbre et de la Journée arabe de la prévention des risques de catastrophes naturelles, sous l'égide du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, Mme Hakkar a précisé que les bilans des programmes de plantation

dans le cadre du Plan vert, financé à partir du budget de la wilaya pour la saison 2023-2024, ont atteint 780.914 arbustes de différentes variétés, au niveau de plusieurs sites à Alger, y compris Dounia Parc, les bords et rond-points des voies express, le parc urbain d'Oued Smar et les échangeurs routiers. Les opérations de plantation dans le cadre du programme de reboisement bénévole de la culture environnementale et la plantation de proximité ont connu la participation d'acteurs de la société civile, des autorités locales, d'écoles et d'universités, en sus des corps de sécurité, avec la signature de 65 conventions et la plantation de 82.300 arbustes, a ajouté Mme Hakkar.

La même responsable a souligné que "la pépinière administrative de la direction des forêts

et de la ceinture verte de la wilaya d'Alger a produit 70.670 arbres de diverses variétés, à l'ins-

tar du Pin d'Alep, du cyprès vert, du jasmin, des baies, mûriers et autres.

Dernière composition de DZAIRINDEX				
Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH ELAURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

Mercuriale						
عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية وإستهلاكه يوم 21 مارس 2024 الموافق 11 رمضان 1445						
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 21 mars 2024 (11 ramadan 1445)						
Prix du détail ¹		أسعار التجزئة				
DA / Kg		دج / كغ				
Produits	معدل	أعلى	أدنى	التعليقات		
	Moyenne	Maximum	Minimum			
Légumes frais	Pomme de terre	64	72	56	البطاطا	خضروات طازجة
	Tomate	100	113	86	الطماطم	
	Oignon sec	78	85	72	البصل الجاف	
	Ail sec	491	554	428	الثوم الجاف	
	Carotte	70	79	61	الجزر	
	Navet	70	78	62	لفت	
	Chou-fleur	83	92	75	قرنبيط	
	Choux	61	70	53	مكروب	
	Courgette	72	81	62	الكوسة	
	Haricot vert	379	407	351	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	107	119	95	الفس	
	Fruits frais	Pomme locale	436	545	328	
Datte		586	723	449	التمر	
Orange		141	171	112	البرتقال	
Citron		154	174	134	الليمون	
Banane		371	383	359	البان	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1685	1818	1553	لحم البقر المحلي	للتعليقات ذات الأصل الموضحة
	Poulet de chair	503	515	491	الدجاج	
	Œufs (Unité)	20	21	19	البيض ووحدة	
	Lait de vache (Litre)	94	99	88	سليب البقر (لتر)	

LE MARCHÉ ALGÉRIEN POURRAIT ÊTRE PARMI LES LEADERS DANS LA RÉGION MENA

Un avenir prometteur pour l'industrie des assurances

Le secteur des assurances qui a enregistré une croissance de 2,6% en 2023, avec un chiffre d'affaires de 168,4 milliards de DA, devrait continuer de croître. Selon la revue spécialisée "Middle East insurance review", le secteur des assurances en Algérie pourrait devenir l'un des marchés leaders dans la région Moyen Orient et Afrique du Nord (MENA), compte tenu notamment de la diversité des acteurs du marché.

Par Sirine R/Agence

«Le secteur des assurances en Algérie possède des éléments forts qui pourraient l'aider à devenir l'un des marchés leaders au sein de la région MENA. La diversité des acteurs est un facteur dans le développement du marché, malgré des défis majeurs», indique ce mensuel international spécialisé, qui a consacré un dossier au secteur des assurances en Algérie. Cette publication a précisé, dans ce sens, que le marché présentait des signaux d'évolution positifs pour l'avenir, dont le projet de loi sur les assurances actuellement en cours de finalisation. «L'industrie des assurances en Algérie continuera de croître, bénéficiant de la démographie du pays et de sa population jeune. Disposer d'une industrie de l'assurance active avec divers produits et structures de propriété est un autre facteur important qui encouragerait les acteurs à innover et à développer des offres pour répondre aux besoins des clients», lit-on dans cette publication. Quant au nouveau cadre juridique régissant le secteur, il devra introduire une ac-

tualisation de la réglementation actuelle pour faire face aux derniers développements du secteur, et «posera les bases pour la création d'une autorité de régulation indépendante pour le secteur, une étape qui propulsera le secteur». Ce projet de loi «est considéré comme l'une des réformes économiques les plus importantes qui contribueront au développement économique du pays», assure la publication, citant la Pdg de Cash Assurances, Wided Belhouichet. Elle précise que l'autorité de régulation devra renforcer la gouvernance des activités d'assurance ce qui contribuerait à créer un écosystème permettant une concurrence saine. Relevant l'importance de la branche assurances de personnes (environ 10% de parts de marché), la revue relève aussi que parmi les facteurs de soutien est le fait que les compagnies privées d'assurance vie «investissent massivement» dans le digital pour ouvrir de nouveaux marchés et atteindre des segments de clientèles sous-exploités. De plus, lit-on, l'émergence des assurances takaful est un autre élément d'appui au marché et devrait augmenter sa

couverture en attirant de nouveaux clients qui évitaient auparavant les assurances classiques. La bonne tenue du marché des assurances en Algérie a eu un effet d'entraînement sur l'activité de réassurance, a relevé pour sa part le Pdg de la Compagnie centrale de réassurance (CCR) Abdellah Benseidi, interviewé par la revue. «Dans le cas de l'Algérie, la croissance observée dans l'assurance directe a conduit à une demande accrue de couverture de réassurance, car les assureurs cherchent à gérer de manière plus efficace leur exposition au risque», ce qui a entraîné des changements sur le marché de la réassurance en Algérie en termes de demande, de dynamique des prix et de pratiques de souscription, en réponse aux conditions évolutives sur le marché de l'assurance directe, a-t-il fait observer. Le même responsable a également insisté sur le fait que la technologie et la numérisation transforment l'écosystème de l'assurance en permettant aux assureurs de répondre aux besoins des clients, d'améliorer l'efficacité et de stimuler l'innovation.

RELANCE DES ENTREPRISES INDUSTRIELLES À L'ARRÊT

Les explications d'Ali Aoun

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a annoncé, jeudi à Alger, l'installation d'un groupe de travail en coordination avec les groupes industriels et les holdings publics relevant du secteur, chargé d'examiner minutieusement la situation de chaque entreprise ou unité industrielle économique à l'arrêt en vue de proposer des solutions pour relancer leurs activités. Répondant à des questions orales lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Aoun a précisé que la relance des entreprises et des unités industrielles publiques à l'arrêt qui connaissent de grandes difficultés constituait un "véritable défi" pour son secteur, étant "un axe important et une priorité". Dans ce cadre, le ministre a assuré que son département ministériel avait installé un groupe de travail en coordination avec les groupes industriels et les holding publics relevant de son secteur, chargé d'examiner minutieusement la situation de chaque entreprise ou unité industrielle économique à l'arrêt, puis de proposer des solutions pour les relancer, à travers notamment le maintien de la même activité avec des solutions opérationnelles.

Il s'agit également d'envisager la possibilité de changer d'activité et de se tourner vers des domaines prometteurs, en concluant des partenariats public-public (entre les entreprises appartenant au même groupe ou entre les groupes industriels relevant du secteur industriel ou d'autres secteurs), mais aussi d'ouvrir le capital de l'entreprise. En réponse à une question de la députée Khaoula Talebi (Mouvement El-Bina) sur les raisons de la non récupération des biens immobiliers abandonnés le long du littoral dans différentes communes de la capitale, à l'instar d'Hussein Dey, Mohamed Belouizdad et El Harrach, il a expliqué que le dossier de la relance des unités et des usines sises dans ces communes "bénéficie d'un suivi quotidien par les services de son secteur, qui s'attellent à les examiner, cas par cas, en tenant compte de leur environnement urbain et leur impact sur l'environnement". Répondant à une question du député Ahmed Lakhdar Djouada (MSP), relative au délai de levée des obstacles sur la nouvelle zone industrielle d'Ouled Sabor dans la wilaya de Sétif, le ministre a indiqué que les autorités locales oeuvrent à lever le gel sur cette zone industrielle, pour laquelle un montant de 9 milliards DA a été

consacré en 2019 pour l'aménagement intérieur, et ce à travers plusieurs rapports soumis par le wali de Sétif à M. le Premier ministre. Il a ajouté que ce point est inscrit au programme du Conseil de participation de l'Etat (CPE), pour après la fin du mois de Ramadhan. En réponse à une autre question du député Abderrafik Brahmia (Front El Moustakbil) sur les délais du parachèvement de la construction et de l'aménagement de la zone industrielle de Hjar Mera-keb dans la commune d'Aïn Regada (wilaya de Guelma), le ministre a fait savoir que l'aménagement de cette zone sera fera après la levée du gel sur l'enveloppe financière de cette opération. Répondant à une question du député Abdelhamid Belakehal (Indépendants) au sujet de la réalisation d'une minoterie dans la wilaya d'El Meniaa, M. Aoun a affirmé qu'il y a un mois, des instructions ont été donnés au complexe Agrodif pour réaliser la minoterie dans la wilaya, rappelant à cette occasion, que les pouvoirs publics ont pris en 2017 des mesures restrictives sur l'activité des minoteries, après avoir constaté la saturation du marché par cette denrée, ayant atteint 300% de la couverture des besoins nationaux.

R E.

ALIMENTATION EN EAU

Derbal annonce des projets d'urgence pour la wilaya de Tiaret

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal, a annoncé, samedi à Tiaret, que cette wilaya et la wilaya déléguée de Ksar Chellala bénéficieront de projets d'urgence pour atténuer la crise actuelle en matière d'alimentation en eau, et d'autres à long terme pour assurer une disponibilité permanente de cette source vitale. « Nous œuvrons à trouver des solutions à travers la proposition de projets à long terme, parallèlement à la concrétisation d'autres pour améliorer la situation, pendant que les autorités locales ont trouvé des solutions momentanées à la suite d'une baisse sensible du niveau d'eau du barrage de Bekhada », a déclaré Derbal, en marge de la cérémonie de mise en exploitation d'un puits artésien pour le renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville de Ksar Chellala. Le ministre, qui effectue une visite de travail dans la wilaya de Tiaret, a expliqué, à cette occasion, qu'il existait un ensemble de priorités devant être prises en considération dans le cadre du lancement d'une grande opération de lutte contre les fuites et les branchements illégitimes, en mobilisant les équipements de wilayas limitrophes, pour la remise en état de puits en panne et l'accélération des projets en cours de réalisation, avec la possibilité de fonçage de puits à une profondeur de 500 mètres en raison de la disponibilité d'eaux souterraines. Le ministre a entamé sa visite en supervisant l'exploitation d'un puits artésien qui fournira 70 litres par seconde, ce qui améliorera la distribution de l'eau potable dans la ville de Ksar Chellala où désormais 30 % de la population reçoit quotidiennement l'eau et 20 % des habitants un jour sur deux et 50 % un jour sur trois, alors qu'auparavant 80 % recevait l'eau un jour sur quatre. Il a, ensuite, présidé une cérémonie au cours de laquelle un nombre d'ordres de service ont été remis, un projet de protection de la ville contre les inondations, d'un coût de 810 millions DA, qui comporte la rénovation de 3.000 mètres linéaires de canalisations d'évacuation des eaux pluviales et 13.800 mètres linéaires de canalisations d'assainissement à l'intérieur des quartiers, a été lancé ainsi que l'inauguration d'un cours à ciel ouvert pour l'évacuation d'eau réalisé sur une longueur de 3.900 mètres linéaires dans un délai de cinq mois.

BATNA

Lancement de la 2ème phase de l'opération de boisement de la route nationale N3

La seconde phase d'une opération de plantation d'arbres le long de la route nationale (RN) n 3 a été lancée sur le tronçon de cet axe traversant la commune d'Ain Touta, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction de l'environnement. La responsable en charge de la gestion de cette direction, Ghania Bâazizi a précisé à l'APS que cette opération, dénommée « Route verte », consiste à reboiser, sur une distance de 8,3 km, les deux côtés de la RN 3 sur le segment traversant la commune d'Ain Touta. Cette action vise à réduire les effets de la pollution dans une zone marquée par la présence d'un grand nombre de stations de concassage (carrières d'agrégats), et à apporter une note verte à l'environnement, a ajouté Mme Baâzizi. Elle a rappelé que la première phase du boisement de la RN 3, qui avait été lancée en 2023 sur un linéaire de 1,5 km entre les communes d'Oued Chaâba et d'Ain Touta, avait connu un grand succès grâce au soin apporté à l'entretien des arbres plantés. Selon la même responsable, les propriétaires de 25 carrières situées de part et d'autre de la RN 3, ainsi que plusieurs riverains, ont été impliqués dans cette opération qui a donné lieu à la mise en terre de plants d'eucalyptus et d'oliviers.

JIJEL

Mise en service de la 1ère tranche du terminal à conteneurs du port de DjenDjen "fin juin prochain"

Le ministre des Transports, Mohamed El-Habib Zahana a affirmé jeudi à Jijel que la première tranche du terminal à conteneurs du port de DjenDjen sera mise en service "à la fin du mois de juin prochain conformément aux délais contractuels convenus".

Dans une déclaration à la presse au port de DjenDjen, le ministre a souligné que "le projet du terminal à conteneurs a accusé du retard de plusieurs années dans sa réalisation (les travaux lancés en 2015 s'étaient arrêtés en 2019) et a été dernièrement relancé (courant 2024) et la première tranche sera réceptionnée fin juin prochain conformément aux délais contractuels convenus". Il a ajouté que les autorités supérieures du pays accordent une grande importance pour ce projet "de haute valeur économique étant un des centres logistiques importants dont l'Algérie est fière", affirmant "avoir donné aux responsables du projet des instructions fermes pour le livrer intégralement dans les délais contractuels (fin 2025) ou même les réduire".

Le premier quai du terminal à conteneurs

s'étend sur 320 mètres avec une profondeur de 14 mètres lui permettant d'accueillir les navires chargés de plus de 6.000 conteneurs. Les travaux sont assurés par la société sud-coréenne Daewoo et la société algérienne Meditram des travaux maritimes, selon le PDG du port de DjenDjen, Abdeslam Bouab, qui a indiqué que la réception du projet en entier est prévu pour "le mois de septembre 2025" ce qui permettra à ce port de "devenir un portail sur le monde" avec un quai de 17 mètres de profondeur capable d'accueillir les plus gros navires au monde. Sur un autre chapitre, M. Zahana a donné des instructions à tous les directeurs des transports du pays pour achever toutes les études relatives aux projets du secteur avant la fin du semestre en cours afin de mobiliser les enveloppes financières nécessaires à la

phase de concrétisation de ces projets.

Au cours de son inspection de l'aéroport Farhat Abbas à Taher en compagnie du wali de Jijel, Ahmed Meguellati, le ministre a insisté sur la nécessité d'intensifier les efforts pour réduire les délais d'accueil des voyageurs dans les aéroports en simplifiant les procédures et ce, en coordination avec tous les intervenants dont la police des frontières et les douanes algériennes afin d'accueillir l'été prochain les membres de la communauté algérienne résidant à l'étranger dans les meilleures conditions.

Il a également mis l'accent sur la nécessité d'adopter un mode "gestion efficient" de l'ensemble des espaces relevant des infrastructures de transport (aéroports, ports, gares routières et gares ferroviaires) pour mieux les rentabiliser.

COMMUNE DE CHIHANI /EL TARF

150 millions DA pour soutenir le développement

Une dotation financière de 150 millions de DA a été allouée, dans la wilaya d'El Tarf, à la réalisation de plusieurs projets de développement dans la commune de Chihani (60 km au sud-ouest de la wilaya), a indiqué, samedi, le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Alaeddine Brinis.

Dans une déclaration à l'APS, M. Brinis a précisé

que la commune de Chihani a bénéficié, au titre des plans communaux de développement (PCD) de l'exercice 2024, d'une enveloppe financière de 150 millions de dinars pour le financement de plusieurs projets relevant des secteurs des Ressources en eau et de l'Energie.

Il a ajouté que les projets en question, à lancer « prochainement », ont trait à des actions de raccor-

dement au réseau d'alimentation en eau potable et de renouvellement de plusieurs portions du réseau d'assainissement, de construction de réservoirs d'eau potable, et de renouvellement de l'éclairage public dans plusieurs cités et quartiers de la commune, en l'occurrence l'entrée nord du chef-lieu de la commune, la gare du 8-Novembre et les cités Ech-Chabab, El Fernana et Ketmi Saïd.

SÉTIF

Le Groupe Sonelgaz lance la production de détecteurs de CO

Le groupe Sonelgaz a lancé l'opération de production de détecteurs de monoxyde de carbone (CO) au niveau de l'unité de production des équipements électriques et gaziers à Sétif, a indiqué, jeudi, le groupe. Le groupe a montré, dans une vidéo informative, le lancement de l'opération de production des

détecteurs de monoxyde de carbone (CO) au niveau de l'unité de production des équipements électriques et gaziers de Sétif et qui seront installés gratuitement dans les foyers des citoyens, conformément aux instructions des pouvoirs publics, précise la société.

Le Président-directeur général

(P-dg) de la Société algérienne des industries électriques et gazières, Youcef Defdar a indiqué, dans cette vidéo, que sa société a entamé la 1ère étape de cette opération et qui porte sur la production de 5 millions de détecteurs, et ce en application des instructions de la Sonelgaz, conformément aux directives

des pouvoirs publics visant à produire 15 millions d'appareils en vue de leur installation dans les des foyers.

M. Defdar a en outre souligné que la Société algérienne des industries électriques et gazières procédera à l'installation des machines pour la fabrication des détecteurs entièrement au ni-

veau de l'unité.

La production sera lancée avec un taux d'intégration estimé à 52%, a précisé le même responsable qui a appelé les opérateurs économiques à contribuer à l'augmentation du taux d'intégration à plus de 90% auquel la société aspire à atteindre début 2025.

BLIDA

Un programme pour la culture du tournesol sur près de 50 ha

Un nouveau programme a été destiné à la wilaya de Blida pour la culture du tournesol sur une superficie de près de 50 ha, suite aux résultats concluants de la première expérience en la matière réalisée dans la wilaya durant la dernière campagne agricole, a-t-on appris de la direction locale des services agricoles. « La wilaya a bénéficié de ce nouveau programme suite au succès de la première expérience réalisée l'année dernière sur une surface de près de six (6) ha d'une exploitation agricole de la commune de Mouzaia (Ouest) », a indi-

qué à l'APS, la chargée de la filière céréalière, HadjiraGherbi. Elle a souligné, à ce titre, l'entame des démarches de sélection des surfaces appropriées pour la culture de ce nouveau programme de plantes oléagineuses, considérées parmi les filières agricoles dont le ministère de tutelle encourage le développement et l'extension. A noter l'organisation par la direction des services agricoles, au titre des efforts d'encouragement des agriculteurs à adhérer à ce programme, de rencontres de sensibilisation pour les informer sur les domaines d'exploitation de cette

plante oléagineuse, soit la production d'aliments pour bétail, de l'huile de table, et de nombreux autres produits alimentaires, tout en les initiant aux méthodes techniques de culture et aux facilitations assurées par l'Etat en la matière. Sur un autre plan, la même responsable a fait part de la culture, à ce jour, au titre du programme national de culture des légumineuses, d'une surface de 26,5 ha de pois chiche, d'un programme globale ciblant une superficie de 120 ha de pois chiche et de lentilles. Selon Mme Gherbi, les agriculteurs de Blida ont opté pour la

culture du pois chiche, au lieu des lentilles, en raison de l'expérience qu'ils ont déjà acquise dans ce domaine, soulignant la poursuite des campagnes de sensibilisation pour les inciter à la mise en œuvre de ce programme visant à consacrer la sécurité alimentaire. La wilaya de Blida, qui est foncièrement réputée pour son agrumiculture et arboriculture fruitière, a procédé, durant cette campagnes agricole, à l'emblavement d'une surface globale de 3.000 ha, dont un taux de 80% de blé dur, et le reste représenté par du blé tendre et de l'orge, selon la même source.

PAUVRETÉ MONDIALE

Retour à l'optimisme ?

Le taux mondial de pauvreté serait maintenant redescendu sous les 10 %. La Banque mondiale, qui s'assigne la mission de mettre fin à la pauvreté, a élaboré, dans les années 1970, un seuil international de mesure du phénomène. Ne variant ni en fonction de la distribution nationale des niveaux de vie, ni de la progression de la richesse mondiale, il incarne un niveau minimum pour pouvoir se nourrir, se vêtir et se loger.

Julien Damon (*)

Établi pour la première fois à la fin des années 1980, il a été révisé à plusieurs reprises pour s'établir aujourd'hui à 2,15 dollars de pouvoir d'achat quotidien. Ces dernières décennies ont connu, à l'aune de cet indicateur singulier, des progrès conséquents. Quand, en 1990, encore 1,9 milliard de personnes vivaient dans la pauvreté, ce n'était plus le cas que de 700 millions en 2017. En proportion, la pauvreté est passée, sur la même période, d'un tiers de la population mondiale en 1990 (et plus de 40 % au début des années 1980) à significativement moins de 10 % en 2017. Les tendances sont alors à une très forte diminution de cette pauvreté, nourrie par une considérable baisse chez des géants démographiques devenus des géants économiques (Chine et Inde). Des projections soulignaient la possible extinction de la pauvreté à l'horizon 2030, signant un succès possible du premier des Objectifs du développement durable (ODD). La pandémie et ses impacts économiques douchèrent cet optimisme. La crise aura eu pour conséquence une augmentation de plusieurs dizaines de millions de pauvres en



2020. Le taux global s'est rapproché à nouveau de la barre des 10 %, qui avait été franchie en 2017. De nouvelles données rassemblées par la Banque mondiale invitent à la pondération par rapport à un niveau d'alarme très élevé qui prévalait entre 2020 et 2021. Des changements notables affectent également le dispositif de mesure. En sus de son seuil classique d'extrême pauvreté, la Banque publie systématiquement, en complément, ses données à partir de

seuils plus élevés. Ses experts traitent maintenant systématiquement d'une approche ternaire de la pauvreté, à 2,15, à 3,65 et à 6,85 dollars. De nouvelles projections permettent même, avec ce trio d'indicateurs, des évaluations pour les premières années post-Covid. La pauvreté, telle que traditionnellement mesurée depuis des décennies, tournerait en 2023 autour de 9 %, bien en deçà des 10 % pré-Covid. Avec l'indicateur intermédiaire (à 3,65 dollars), la pau-

vreté serait passée, depuis 2010, du tiers de la population mondiale au quart ! Mais avec l'indicateur haut (à 6,85 dollars), on repère que c'est presque la moitié de la population mondiale qui pourrait être dite pauvre. En volume, avec un seuil international élevé (mais qui reste très inférieur aux seuils nationaux de pauvreté dans les pays riches), la pauvreté reste très diffusée puisqu'elle concerne encore près de la moitié de l'humanité. Cependant, si l'on se cantonne à l'indice habituel d'extrême pauvreté, il apparaît clairement que le Covid n'aura pas constitué une rupture structurelle. La pandémie aura inversé la courbe de la pauvreté mondiale de façon très transitoire et finalement limitée. Les débats sur la qualité des indicateurs peuvent continuer, notamment car les derniers chiffres ne sont encore que des projections mais aussi parce que la pauvreté, multidimensionnelle, ne se résume pas au seul pouvoir d'achat. Faire varier les définitions et discuter de la fiabilité des données n'invalident toutefois pas le constat de la reprise de la dynamique d'extrication de la grande pauvreté pour la population mondiale. Et le monde post-Covid peut s'en féliciter.

(*) Sociologue et enseigne à l'école des Ponts ParisTech et HEC.
Source : Les Echos

L'avenir du genre humain

Jacques Attali (*)

Dans bien des domaines, depuis quelques années, c'est l'Espagne qui ouvre la voie. En particulier, bien souvent, les avancées dans les domaines des mœurs viennent de Madrid. Ce fut le cas encore récemment dans la lutte contre le harcèlement et les violences sexuelles, et à propos de l'euthanasie et du suicide assisté. L'Espagne est aussi en avance sur une autre évolution, qui porte sur la possibilité de changer de genre sans pour autant changer de sexe, ni de sexualité. Autrement dit la possibilité de choisir son genre, sans pour autant chercher à en obtenir les caractéristiques physiques, ni même sans nécessairement adopter la sexualité associée usuellement à ce genre : se dire d'un genre féminin, sans changer de sexe, et en aimant les femmes ; ou se dire d'un genre masculin, sans changer de sexe et en aimant les hommes. Si la possibilité d'un changement de genre, qui signifie la volonté de vivre dans un genre différent de son sexe (ou dans un genre neutre), est ouverte depuis peu de temps dans quelques pays, tels

le Canada et la France, elle suppose en général d'apporter la preuve d'un établissement durable dans la vie de ce genre. Cet « établissement durable » s'établit par le changement stable du prénom d'usage, de la façon de s'habiller et de se présenter dans la vie professionnelle et sociale. Prenant acte de la difficulté de définir le genre d'un prénom, ou celui de la façon de s'habiller, ou le genre d'un comportement social, et l'absence de lien entre le genre et le sexe, et entre le genre et la sexualité, la loi espagnole est beaucoup plus souple : il suffit de se déclarer d'un sexe ou d'un autre. Librement, à partir de 18 ans. Avec l'accord des tuteurs légaux, à partir de 14 ans. Et même, dans certaines circonstances, avant. Depuis que ces lois sont apparues, le nombre de ces changements personnels semble considérable, même si les statistiques sont floues. Cependant, peu de choses sont dites, dans ces lois, sur le caractère plus ou moins irréversible de ce changement : Doit-on avertir celui ou celle faisant cette démarche qu'il ne pourra la faire qu'une fois ? Ou peut-on admettre qu'il pourra changer d'avis et la refaire quand il veut, autant

qu'il le veut ? De fait, avec le temps, on verra que c'est bien cela qui s'installera : rien ne pourra empêcher chacun de choisir son genre à chaque moment. Et on verra même un jour s'installer la possibilité de choisir de renoncer à en choisir un. Et on ira encore plus loin : en ayant la possibilité de changer de genre à son gré, on en viendra à penser que l'affirmation d'un genre n'a aucune importance, et qu'il suffit de vivre comme on l'entend à tout instant. Comme très souvent, la mode vestimentaire, en avance sur son temps, le dit déjà avec clarté. Cela s'inscrit dans la lente évolution dont j'ai déjà parlé à plusieurs reprises : l'avenir du genre humain ne sera plus de se distinguer par genre ou par sexe, mais par des caractéristiques totalement personnelles et fluides. On ne distinguera plus l'humanité en deux genres. Ni même en deux sexes. Cela ne changera rien au fonctionnement de la société. Sinon que cela rendra plus facile la vie de bien des gens, supprimera des sources de névrose. Et rendra plus difficile l'affirmation de la supériorité d'un sexe, et d'un genre, sur l'autre. Je ne prends pas parti ici pour ce changement, je le

constate. A voir le harcèlement que subissent les jeunes aujourd'hui, lorsqu'ils se sentent mal dans le genre et/ou le sexe qui leur est assigné, à observer ce qui reste considéré comme la norme par l'immense majorité de l'humanité et à prendre acte de la façon dont la domination masculine se traduit par la crispation sur les frontières de genre, de sexe et de sexualité, criminalisant tout franchissement de ces frontières, désignant ces changements de genre comme des signes de la décadence de la civilisation occidentale, on pourrait penser qu'on est très loin de la fin des genres. Et en effet, on en retrouve depuis longtemps bien des formes dans des sociétés très différentes, sur tous les continents. La seule question est de savoir combien de martyrs il faudra pour qu'on en vienne à laisser chacun vivre, avec bienveillance, et même avec indifférence, cette forme de liberté privée.

(*) Écrivain et essayiste
Source : Les Echos

ÉMISSION IMMINENTE DE «GREEN BONDS»

La Tunisie se tourne vers les financements verts

Le pays se prépare à sa première sortie en green bonds pour financer des projets verts. Et c'est la CDC qui s'est acquittée de cette mission.

Une obligation verte, connue aussi sous le nom d'obligation environnementale ou obligation durable, est un type spécifique d'obligation. Cette dernière peut être émise par une entreprise ou par une entité gouvernementale, dans le but de financer des projets verts ayant un impact positif sur l'environnement. Ces obligations servent exclusivement à financer des projets durables, tels que des investissements dans les énergies renouvelables, la gestion des déchets, ou d'autres initiatives visant à réduire les émissions de dioxyde de carbone.

Un marché en plein essor

Depuis quelques années, le marché mondial des obligations vertes n'a pas cessé de gagner en popularité auprès des investisseurs, et ce, pour plusieurs raisons. C'est essentiellement un marché obligataire qui garantit un niveau accru de transparence et où les taux d'intérêt sont aujourd'hui au plus haut depuis 10 ans.

Selon «Axa Investment Manager», le marché des obligations vertes a été estimé, à fin juillet 2023, à près de 1.400 milliards de dollars, avec plus de 700 émetteurs distincts répartis entre entreprises, banques et Etats. Sur l'année 2023, les émissions vertes ont atteint plus de 285 milliards de dollars, avec plus de 60 nouveaux émetteurs. C'est dire que c'est un marché en plein boom dont la Tunisie et les entreprises tunisiennes peuvent tirer pleinement parti, pour financer des projets structurants verts. D'ailleurs, c'est dans ce cadre

que la Caisse des dépôts et consignations (CDC) se prépare à la première sortie en «Green Bonds» pour financer des projets d'une certaine taille. La Caisse est en train de construire le «pipe» des projets qui nécessitent une certaine maturité. Une étude de prospection pour une émission d'obligations vertes en Tunisie a été réalisée à cet effet et dont les résultats ont été dévoilés, récemment, à Tunis. En réalité, l'idée de ce projet est née à la suite de la publication, en 2021, d'un rapport qui a identifié les freins au financement des projets d'énergies renouvelables sous le régime des autorisations. Un document qui a été élaboré en partenariat entre le ministère de l'Industrie et des Mines et la Banque mondiale. Ce rapport constate que l'offre de financement classique par crédit bancaire est in-

suffisante pour couvrir les besoins de financement du secteur des énergies renouvelables, notamment en termes de gestion de risques, d'horizon et de volume. Ce constat a conduit à la recommandation de développer des mécanismes et des instruments de financement spécifiques. Parmi ces instruments, la levée de fonds via des green bonds serait une alternative pertinente.

Mettre en place le cadre référentiel

Aujourd'hui, puiser dans les financements verts constitue une solution indéniable pour atteindre les objectifs que la Tunisie s'est fixés en matière d'adaptation, mais aussi d'atténuation des effets du changement climatique. Car, rappelons-le, les besoins en financement né-

cessaire pour mettre en œuvre la Contribution nationale déterminée (CDN) de la Tunisie sur la période 2021-2030, sont estimés à plus de 19,4 milliards de dollars.

Une somme conséquente qui ne peut être mobilisée uniquement à travers les mécanismes de financement classiques. L'étude vise, donc, d'un côté à évaluer la maturité du marché d'investissement vert en Tunisie pour une éventuelle émission d'obligations vertes et de l'autre, à identifier les prérequis pour ce faire et ainsi mettre en place le référentiel «Green Bond Framework» qui constitue l'ensemble des directives et des procédures établies pour la gestion et l'émission d'obligations vertes, tout en assurant la transparence, la crédibilité et l'intégrité de ces obligations.

ÉGYPTÉ

Le groupe indien Rana discute d'un investissement de 12 milliards \$ dans l'hydrogène vert

Le potentiel égyptien en termes de production d'énergie verte ne cesse d'attirer les groupes énergétiques mondiaux qui veulent tous saisir les opportunités d'investissement que le gouvernement de la République arabe promeut. Le groupe indien Rana envisage de développer une usine de production d'hydrogène vert

en Égypte, avec un potentiel d'investissement de 12 milliards \$, selon un communiqué. Lors d'une réunion qui s'est tenue le 18 mars entre Yahya ElwathikBellah Nabih, chef du Service commercial égyptien (ECS) et des représentants de Rana, les deux parties ont discuté des opportunités d'investissement du groupe qui souhaite étendre

ses activités hors Inde, en privilégiant notamment le continent africain. Il est en effet actif dans la fabrication de véhicules électriques et d'équipements agricoles, de satellites et la production d'énergie durable, telle que l'hydrogène vert. Pour l'Égypte, Rana s'ajoute à la longue liste des groupes énergétiques qui ont manifesté

leur intérêt pour le secteur énergétique du pays. Rien qu'en février dernier, le gouvernement égyptien a annoncé la signature de sept protocoles d'accord d'une valeur globale de 41 milliards \$ avec des groupes énergétiques locaux et étrangers pour la réalisation de projets d'énergies renouvelables et d'hydrogène vert.

MAURITANIE

Le président de l'Union du patronat présente le bilan des réalisations dans le domaine de l'agriculture et la situation des marchés

Le Président de l'Union Nationale du Patronat Mauritanien, Mohamed Zine El AbidineOuld Cheikh Ahmed, a tenu au siège de l'UNPM, une conférence de presse au cours de laquelle il a passé en revue la bonne situation de l'approvisionnement des marchés mauritaniens, notamment pendant le mois de Ramadan.

Le président de l'UNPM a loué les efforts des acteurs économiques dans ce domaine et ceux consentis par l'Etat pour accompagner les investisseurs dans la réalisation des réformes nécessaires et la fourniture de semences. Il a indiqué que le marché mauritanien connaît aujourd'hui une grande abondance de produits de base et qu'il n'y a pas de pénurie, contrairement aux allégations de certains, assurant que le pays dispose d'un stock de marchandises couvrant une pé-

riode de six mois de consommation. Le président de l'UNPM a ajouté que les acteurs mauritaniens du secteur de l'approvisionnement étaient à un haut niveau d'efficacité, et cela s'est vu lors de la période 2020, la période Corona, car la Mauritanie a été relativement épargnée, malgré l'augmentation vertigineuse des prix dans le monde et l'impact des chaînes d'approvisionnement.

Il a expliqué que la période actuelle se distingue par une relative stabilité des prix, et même par une baisse, si l'on comparait les prix actuels avec la même période de l'année dernière. Produits et chiffres à l'appui, le président de l'union nationale du patronat de Mauritanie a passé en revue les prix de chaque denrée, en 2022 et en 2023-2024, indiquant que les prix sont actuellement en baisse en raison de facteurs, dont le plus important est

que certains produits, comme les pommes de terre, commencent à être cultivés localement.

Le président de l'UNPM a salué ce qu'il a qualifié de révolution réalisée dans le domaine de la production de pastèque et les revenus importants résultant de son exportation. Il a indiqué que la production de l'année en cours a atteint plus de 42 mille tonnes avec une valeur estimée à 67 millions d'euros, alors qu'il est prévu au cours de l'année prochaine que la production atteigne 65 mille tonnes avec une valeur estimée à 95 millions d'euros, ce qui montre que les perspectives sont prometteuses pour le développement de l'exportation de ce produit.

Il a estimé que si N'diogo est relié à l'Europe, le résultat sera encore meilleur, ce à quoi travaillent les pouvoirs publics à travers l'achèvement de

l'étude de construction de la route reliant les zones de production agricole avec le port de cette ville. L'apport en devises que génère le développement de l'exportation de la pastèque rouge vers les marchés européens devrait diminuer la pression que subit la Banque centrale de Mauritanie, estime le président du patronat mauritanien.

Ould Cheikh Ahmed a souligné que la rencontre du Président de la République avec les opérateurs économiques, après sa visite en Espagne en 2022, et la celle tenue par certains investisseurs avec le ministre de l'Agriculture ainsi que les engagements pris par l'État ont constitué un déclic pour tendre vers tendre vers l'autosuffisance dans le domaine des légumes après celle réalisée dans le domaine du riz où 41 usines de décorticage offrent des centaines d'emplois.

ECHANGES COMMERCIAUX INTRA-UEMOA

La Côte d’Ivoire, le Sénégal et le Togo engrangent le plus de bénéfices

Le rapport souligne que les produits énergétiques, le ciment, les matières plastiques, les graisses & huiles et les animaux vivants représentent en moyenne plus de la moitié de la valeur des échanges commerciaux au sein du regroupement économique régional.

La Côte d’Ivoire, le Sénégal et le Togo sont les pays qui engrangent le plus de bénéfices dans leurs échanges commerciaux avec les autres pays membres de l’Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), selon un rapport publié le 27 février dernier par Ecofin Pro, la plateforme de l’agence Ecofin dédiée aux professionnels. Intitulé « Echanges commerciaux intra-UEMOA : les gagnants, les perdants et les enjeux à venir », le rapport précise que ces trois pays sont les seuls à afficher une balance commerciale excédentaire dans le commerce intra-UEMOA. Selon les données de la BCEAO couvrant la période 2017-2021, la Côte d’Ivoire affiche un solde commercial excédentaire de plus de 679 milliards FCFA en moyenne par an. Il est suivi du Sénégal (498 milliards FCFA par an) puis du Togo, dont l’excédent commercial est de 300 milliards FCFA en moyenne par an. Les autres pays membres du regroupement économique affichent tous une balance commerciale déficitaire en moyenne, le Mali enregistrant la pire performance avec -808 milliards FCFA de déficit en moyenne, suivi du Burkina Faso (-458 milliards FCFA) et du Bénin (-99 milliards FCFA).

Le rapport indique également que sur les cinq années étudiées (2017-2021), la Côte d’Ivoire et le Sénégal ont gardé le leadership des exportations de produits au sein de l’UEMOA. En 2021, leurs parts se chiffraient respectivement à 35% et 28%, en hausse par rapport à l’année précédente. En moyenne, la nation éburnéenne exporte chaque année sur la période étudiée, pour plus de 916 milliards FCFA de produits vers les autres pays de l’Union. Le Sénégal exporte, quant à lui, en moyenne plus de 710 milliards FCFA de produits dans la sous-région.

Le Mali et le Burkina Faso sont très dépendants de leurs voisins

Du côté des importations, le Mali et le Burkina Faso sont les pays qui dépendent le plus du commerce intra-UEMOA. En moyenne, le Mali importe chaque année durant la période sous revue plus de 1050 milliards FCFA de produits, soit un peu plus de quatre fois ce qu’il exporte à destination de la région. Son voisin burkinabè importe de son côté en moyenne 566 milliards FCFA de produits pour seulement environ 108 milliards FCFA d’exportations. Vient ensuite le Bénin, qui importe en moyenne pour

221 milliards FCFA de marchandises par an contre 121 milliards FCFA d’exportations. Le Mali importe ses marchandises principalement du Sénégal et de la Côte d’Ivoire. Le Burkina Faso a, quant à lui, pour principaux fournisseurs la Côte d’Ivoire et le Togo. Il faut cependant noter que les forts volumes d’importations du Mali et du Burkina Faso prennent en compte les chiffres des réexportations. N’ayant pas accès à la mer, le Mali et le Burkina Faso ainsi que Niger, qui importe principalement depuis la Côte d’Ivoire, le Togo et le Bénin, utilisent les ports des pays côtiers pour s’approvisionner en marchandises depuis l’extérieur. Ces pays réexportent ensuite les produits par la route, à destination de leurs voisins de l’hinterland. Globalement, le niveau du commerce de biens au sein de l’UEMOA est le deuxième plus important du continent derrière la communauté de l’Afrique de l’Est (EAC) avec une part de 15% du total des échanges de l’Union. Les pays membres de l’UEMOA ont échangé entre eux pour 3063,7 milliards FCFA de marchandises en 2021, soit un peu plus de 5 milliards de dollars. Ce chiffre représentait une hausse de 15% par rapport à celui de l’année 2020.

KENYA

Le gouvernement révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour 2024, à 6,3%

Le plan quinquennal de développement 2023-2027 élaboré par le gouvernement kényan table sur une accélération progressive de la croissance durant les années à venir, grâce notamment au lancement de plusieurs projets d’infrastructures. Le ministère kényan des Finances a annoncé, le jeudi 21 mars, qu’il s’attend désormais à ce que le PIB du pays progresse à 6,3% en 2024, contre une prévision de 5,5% datant de début février dernier. L’estimation de croissance pour l’année 2023 a été également révisée à la hausse à 6,1% contre 5,5% auparavant, a-t-on ajouté de même source. Le ministère des Finances a également précisé dans le plan quinquennal de développement pour la période 2023-2027, qui a été rendu public lors d’une conférence organisée à Nairobi, que l’administration du président William Ruto ambitionne d’atteindre un taux de croissance économique de 7,2 % en 2027. Parmi les objectifs de cet ambitieux plan de développement figurent la construction d’un million de logements abordables, la mise en place de 4600 km de lignes de transmission électrique à haute tension, la construction de 6000 km de nouvelles routes et la création de 1,2 million d’emplois par an.

POUR RENFORCER LA PRODUCTION D’ENGRAIS D’INDORAMA AU NIGERIA British International Investment engage 65 millions \$

C’est le quatrième engagement de l’agence britannique de financement du développement au sein de la société nigériane Indorama, depuis 2013. L’investisseur d’impact s’est associé à un consortium d’institutionnels dont la SFI pour ce financement. British International Investment (BII) a investi 65 millions \$ dans l’entreprise nigériane Indorama, afin de renforcer sa production d’engrais, et financer la construction d’un nouveau terminal portuaire pour ses exportations. L’in-

vestissement a été annoncé ce vendredi 22 mars 2024. Cette transaction marque le quatrième engagement de l’agence britannique de financement du développement au sein d’Indorama depuis 2013. L’apport financier fait partie d’un financement plus important de 1,25 milliard \$ fourni par un consortium d’investisseurs comprenant la SFI, des banques commerciales, des investisseurs d’impact et d’autres institutions financières de développement. L’agence britannique

et ses associés financent le développement d’une troisième ligne de production d’engrais d’Indorama. L’entreprise dispose actuellement de deux lignes opérationnelles qui desservent le marché nigérian, soutenant le secteur agricole du pays, qui représente 1/4 de son PIB. La nouvelle installation de production sera complétée par un terminal d’expédition actuellement en construction à Port Harcourt. Ces deux projets contribueront à répondre à la demande mondiale croissante d’engrais.

« Nous sommes ravis de nous associer à la SFI et à d’autres investisseurs d’impact sur ce projet qui stimulera la production d’engrais au Nigeria », a commenté Benson Adenuga, chef de bureau de British International Investment au Nigeria. Et d’ajouter : « notre engagement continu à soutenir l’expansion d’Indorama contribuera également à accroître le potentiel d’exportation du Nigeria et à soutenir la diversification de son économie ».

CÔTE D’IVOIRE

Le gouvernement prévoit un projet de 178 millions \$ pour réduire les pertes post-récolte

En Afrique, les pertes post-récolte constituent l’un des plus grands défis pour la production agricole. En Côte d’Ivoire, ce problème touche la majorité des denrées de base, des céréales aux légumes en passant par les tubercules. En Côte d’Ivoire, le gouvernement, par l’intermédiaire de la société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T), a conclu le 20 mars un accord de coopération avec un consortium canadien représenté par la

firme québécoise O5 Technologies. Ce partenariat porte sur la mise en œuvre d’un programme destiné à limiter les pertes post-récolte dans le pays. D’un coût total évalué à 240 millions de dollars canadiens (178 millions \$), ce projet sera financé à hauteur de 60 % par la partie canadienne. L’initiative vise concrètement à concevoir et à mettre en place une solution intelligente et durable pour réduire les pertes dans les zones de productions agricoles. « Ce projet prévoit

l’implantation de plusieurs plateformes logistiques intelligentes de grande envergure, alimentées par des énergies renouvelables, dans des zones de production à identifier avec le gouvernement ivoirien, pour assurer la conservation de différents produits agricoles dans un environnement contrôlé », explique Mona Moudalal, Vice-présidente de O5 Technologies. Selon la responsable, une étude de faisabilité est prévue du 1^{er} mai au 3 septembre 2024. Elle devrait déboucher à terme

sur la mise en œuvre de la phase 1 du projet dans la période du 15 janvier au 15 octobre 2025. D’après les autorités locales, environ 25 000 emplois sont prévus pour être créés au cours de cette première phase. En Afrique, les pertes post-récolte concernent chaque année environ 37 % de la production agricole, occasionnant des pertes économiques qui se chiffrent à plus de 48 milliards \$ dans leur ensemble, selon les dernières données de la FAO.

POINT-MARCHÉS

La Bourse de Tokyo finit à un nouveau sommet, Hong Kong déprime

La Bourse de Tokyo a clôturé vendredi à un nouveau sommet, soutenue par la faiblesse du yen et les nouveaux records atteints la veille à Wall Street, tandis que Hong Kong chutait à cause de résultats décevants d'entreprises chinoises. À Tokyo l'indice vedette Nikkei a gagné 0,18% sur la séance pour finir à 40.888,43 points, un nouveau plus haut historique en clôture.

Ayant nettement grimpé au cours des trois séances précédentes, le Nikkei a bondi de 5,6% sur l'ensemble de la semaine écoulée, durant laquelle la Banque du Japon (BoJ) a su amorcer la normalisation de sa politique monétaire sans faire paniquer les investisseurs, rassurés sur les conditions financières «accommodantes» que l'institution entend maintenir pendant encore longtemps. L'indice élargi Topix a progressé vendredi de 0,61% à 2.813,22 points. Les trois grands indices de la Bourse de New York ont aussi atteint jeudi de nouveaux records en clôture, le marché ayant continué d'être galvanisé comme la veille par l'intention confirmée de la Fed de baisser ses taux directeurs à trois reprises cette année, même si l'inflation américaine fait encore de la résistance. L'optimisme à Wall Street a ainsi soutenu le marché tokyoïte, tout comme la faiblesse du yen, favorable aux valeurs

exportatrices japonaises.

La bourse de Hong Kong en contradiction avec celle de Tokyo

À l'inverse la Bourse de Hong Kong chutait de 2,29% vers 06H35 GMT, dépitée par des résultats de sociétés chinoises inférieurs aux attentes, comme ceux de l'assureur Ping An. La place financière était également plombée par les valeurs technologiques après qu'un responsable américain a déclaré qu'un important fabricant de puces chinoises, Semiconductor Manufacturing International Corp.(SMIC), avait pu violer la loi américaine en fournissant Huawei, sous sanctions. JAL jovial. L'action Japan Airlines s'est appréciée de 2,1% à Tokyo. La compagnie aérienne japonaise a relevé jeudi ses prévisions de résultats pour son exercice 2023/24 s'achevant le 31 mars, grâce à une demande solide tant pour

ses vols intérieurs qu'internationaux, ainsi qu'à son activité fret. Signe de son optimisme pour l'avenir, JAL a aussi annoncé jeudi une grosse commande de 32 avions Airbus (21 A350-900 et 11 A321neo) et 10 Boeing 787-9, dans le cadre du renouvellement de sa flotte et de l'augmentation de ses capacités opérationnelles à l'international. Le pétrole reste en baisse. Le dollar valait 151,44 yens vers 06H45 GMT contre 151,62 yens jeudi à 21H00 GMT.

La monnaie européenne descendait à 163,95 yens contre 164,17 yens la veille. L'euro faiblissait aussi face au billet vert, à raison d'un euro pour 1,0826 dollar contre 1,0860 dollar jeudi à 21H00 GMT. Le pétrole poursuivait son mouvement de repli: vers 06H40 GMT le baril de WTI américain cédait 0,69% à 80,51 dollars et le baril de Brent de la mer du Nord perdait 0,66%, à 85,21 dollars.

Wall Street finit en ordre dispersé, gain record hebdomadaire pour le S&P 500

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé mercredi après que la Réserve fédérale a fait part de la perspective d'une baisse des taux directeurs dans les mois à venir, tandis que le S&P 500 a réalisé ses plus gros gains hebdomadaires en 2024. L'indice Dow Jones a cédé 0,77%, ou -305,47 points, à 39.475,90 points. Le Standard & Poor's 500, plus large, a perdu -7,35 points, soit 0,14% à 5.234,18 points. Le Nas-

daq Composite a avancé de son côté de 26,98 points (0,16%) à 16.428,818. La Réserve fédérale américaine (Fed) a confirmé mercredi prévoir toujours trois baisses de taux cette année. "Le marché a compris que la Fed n'était plus son ennemie et pourrait à terme être son amie", a déclaré Matt Stuckyn, gestionnaire en chef du portefeuille d'actions à la Northwestern Mutual Wealth Management Company.

Aux valeurs, l'action de Nike a chuté de 6,9% après l'avertissement de l'équipementier américain sur son chiffre d'affaires pour le premier semestre de l'exercice fiscal 2025, désormais attendu en repli. FedEx a bondi de 7,4% après que le groupe a révisé jeudi ses prévisions de bénéfice pour 2024 et fait état d'une hausse de 2,5% de la marge d'exploitation de sa principale division, Express.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 21 Mars 2024
Valeur : 25 Mars 2024

BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.1957	134.2107
1	EUR	EURO		146.6893	146.7594
1	GBP	POUND STERLING		171.6058	171.6688
100	JPY	JAPANESE YEN		88.8890	88.9166
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6401	18.6424
1	CHF	SWISS FRANC		151.5993	151.6848
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		99.6700	99.7108
1	DKK	DANISH KRONE		19.6722	19.6761
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.9553	12.9595
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.7341	12.7390
1	AED	UAE DIRHAM		36.5367	36.5508
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.7817	35.7876
1	KWD	KUWAITI DINAR		436.5507	437.0261
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.8468	43.2775
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.3393	13.3408
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.7711	27.9135
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5333	3.5337
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		178.1112	178.1112

AVEC UN COMPARTIMENT DU LUXE À LA PEINE

Le CAC 40 termine la semaine en baisse

La Bourse de Paris finit la semaine en repli, pénalisée par son compartiment du luxe qui est encore secoué par l'avertissement sur ventes de Kering. Le CAC 40 perd 0,15% sur la semaine. La Bourse de Paris a opté pour une pause avant le week-end. Le CAC 40 clôture en baisse de 0,34% à 8.151,92 points. Avec ce nouveau repli ce vendredi soir, l'indice vedette parisien affiche un bilan hebdomadaire légèrement négatif (-0,15%). Le CAC 40 a donc sous-performé les autres indices européens, - Francfort a gagné 0,15% et Londres 0,6% vendredi soir - lesté par son compartiment phare du luxe. Le secteur a en effet pâti ces derniers jours de l'avertissement sur revenus de Kering qui a encore perdu 3,6% ce vendredi soir. Dans une note qui préface les revenus du premier trimestre, Royal Bank

of Canada estime que la croissance devrait être atone chez LVMH au premier trimestre, la banque tablant sur une croissance en données comparables de 1,9%. "Bien que cela ait été signalé depuis plusieurs mois, la réalité d'un trimestre de croissance du chiffre d'affaires stagnante (et d'une décélération séquentielle), avec un risque de hausse limité basé sur le contexte de la demande, ne laisse que peu de possibilités de jouer à court terme", explique la banque canadienne. Royal Bank of Canada a aussi abaissé sa cible sur Kering à 440 euros contre 480 euros auparavant. Dans son sillage, LVMH a perdu 2,35% et Hermes a cédé 1%.

Adieu le statut de penny stock pour Orpea

Et pourtant, la semaine a été marquée

par un nouveau record en séance, atteint jeudi à 8.229,25 points. Les marchés ont été rassérénés par la réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed), avec un ton plus accommodant de prévu tant de la part de la banque centrale américaine que de son président Jerome Powell. "Les marchés ont connu une hausse notable au cours de la semaine, principalement en raison d'une série de réunions des banques centrales qui ont apaisé les inquiétudes quant à l'impossibilité de baisser les taux directeurs cette année", souligne Florian Ielpo, responsable de la recherche macroéconomique chez Lombard Odier Investment Managers. La Banque Nationale Suisse a quant à elle surpris le marché en abaissant son principal taux directeur et en devenant la première grande banque centrale occidentale à couper ses taux. La Banque d'Angleterre, elle, a maintenu ses taux

tout en prévenant qu'elle allait dans "la bonne direction" pour les réduire. "La plupart des banques centrales des pays développés ont confirmé sans ambiguïté leur tendance à l'assouplissement cette semaine", résume Pictet Wealth Management. Orpea a limité ses gains à 2,7%, après avoir gagné plus de 11% en cours de séance, alors que la société s'apprête à changer de nom et a opéré ce vendredi un regroupement d'actions qui lui permet de ne plus coter à un malheureux 1 centime. Sur les autres marchés, l'euro perd 0,5% face au dollar à 1,0807 dollar. Les contrats à terme sur le pétrole reculent. Celui de mai sur le Brent de mer du Nord abandonne 0,4% à 85,42 dollars le baril, tandis que celui de mai sur le WTI coté à New York perd 0,5% à 80,69 dollars le baril.

ETATS-UNIS

La FED laisse ses taux inchangés

La Réserve fédérale américaine (Fed) a maintenu inchangés ses taux, qui demeurent au plus haut depuis plus de vingt ans, mais elle conserve le projet de réduire le coût du crédit par trois fois cette année.

Les taux au jour le jour restent entre 5,25% et 5,50%, a annoncé la banque centrale dans un communiqué, après une décision unanime des membres du Comité monétaire (FOMC). Les membres de la Fed, qui ont relevé nettement leur projection de croissance du PIB (Produit intérieur brut) des Etats-Unis à 2,1% cette année, au lieu de 1,4% précédemment, prévoient toujours trois baisses de taux d'un quart de point de pourcentage en 2024, une année électorale. Pour 2025, néanmoins, le Comité est moins optimiste, ne prévoyant plus que trois autres baisses de taux pour les descendre à 3,9%, au lieu de quatre projetées précédemment. Les marchés s'attendaient à ce statu quo. Wall Street, qui était en timide baisse en première partie de séance, a viré au vert lorsque les traders ont été rassurés par les perspectives de baisses des taux destinées à soutenir l'économie une fois que l'inflation sera jugulée. Le Dow Jones gagnait 0,72% vers 20H00 GMT et le Nasdaq quasiment 1%.

Inflation à 2%

Jerome Powell, le président de la Fed, a estimé lors d'une conférence de presse que l'inflation restait "encore élevée" (à 3,2% selon l'indice CPI) mais il a répété être persuadé qu'elle parviendrait "sur la durée" à l'objectif de 2%. "Nous sommes fermement déterminés à ramener l'inflation à



2% au fil du temps. C'est notre objectif et nous atteindrons cet objectif. Les marchés croient que nous y parviendrons et nous devons le croire", a-t-il martelé. Plus tôt, le patron de la Fed a aussi insisté sur "l'incertitude" de la réussite en la matière. Dans son communiqué, quasi-identique à celui de la précédente réunion de janvier, la Réserve fédérale juge l'économie américaine "solide", avec "de forts gains d'emplois", alors que le taux de chômage demeure à 3,9%. Une forte croissance du marché de l'emploi n'est pas en soi "une raison d'inquiétude pour l'inflation", a assuré Jerome Powell indiquant que la crois-

sance des salaires s'était apaisée. Dans ses nouvelles prévisions économiques, la Fed anticipe, comme il y a trois mois lors de ses dernières projections, une inflation à 2,4% en 2024, qui a du mal à descendre sous son niveau actuel, selon l'indice PCE. Le taux de chômage va progresser moins qu'elle ne le craignait, à 4% cette année et 4,1% l'année prochaine. Le Comité redit "ne pas s'attendre à ce qu'il soit approprié de baisser la cible des taux avant d'être davantage confiant dans la trajectoire durable de l'inflation vers l'objectif de 2%".

Bons du Trésor

Pour juguler une forte inflation née des soutiens monétaires massifs apportés après la crise sanitaire et économique mondiale provoquée par l'épidémie Covid 19, la banque centrale américaine avait relevé ses taux de 5 points de mars 2022 à juillet 2023, un rythme inédit, les portant jusqu'à 5,25%-5,50%. La Fed est ainsi parvenue à réduire l'inflation des deux tiers depuis son sommet à 9,1% en juin 2022, sans provoquer jusqu'ici de récession, espérant conclure avec un "atterrissage en douceur" en domptant l'inflation sans créer trop de chômage. En janvier, elle avait reculé sur un an, à 2,4% contre 2,6%, selon l'indice PCE, mesure favorite de la Fed, mais avait accéléré sur un mois, à 0,3% contre 0,1%.

BCE

Le gouverneur de la Bundesbank voit les taux directeurs baisser en juin

Alors qu'il affichait encore en novembre une plus grande prudence que beaucoup de ces homologues, ce vendredi, Joachim Nagel, le président de la Banque fédérale d'Allemagne a estimé qu'une première baisse des taux en zone euro est probable en juin. Il a tout de même tenu à rappeler qu'une fois la première baisse, d'autres pauses pourraient arriver. Joachim Nagel a affirmé que « la probabilité augmente que nous voyions les taux baisser avant la pause d'été. » Joachim Nagel a affirmé que « la probabilité augmente que nous voyions les taux baisser avant la pause d'été. » Voilà une sortie qui va rassurer les observateurs de la politique monétaire européenne. Ce vendredi, le président de la Banque fédérale d'Allemagne a estimé qu'une première baisse des taux en zone euro est probable en juin. Alors que l'inflation poursuit son recul en zone euro, Joachim Nagel a affirmé que « la probabilité augmente que nous voyions les taux baisser avant la pause d'été. » Pour rappel, après avoir monté à toute vitesse ces taux directeurs de 0% en 2022 à

4% et 4,75%, au plus haut depuis vingt ans, la Banque centrale européenne est sous pression pour entamer un cycle de baisse de ses taux. Les responsables de la BCE veulent cependant voir comment vont évoluer trois indicateurs clés - les hausses de salaires, les marges des entreprises et la hausse de la productivité - pour s'assurer que l'inflation se dirige bien vers la cible de 2% à moyen terme. Mais la sortie de Joachim Nagel ancre un peu plus l'idée d'une baisse en juin. D'autant que son point de vue détonne de celui qu'il affichait quelques mois auparavant. En novembre, alors que le gouverneur de la Banque de France, avait affirmé que « la hausse de nos taux directeurs, c'est fini », il avait, en effet, répondu qu'« il ne serait pas judicieux de commencer à réduire les taux d'intérêt trop tôt ».

Croissance en berne

Mais entre-temps, l'économie de la zone euro a bien changé. L'inflation est tombée à 2,6% en février tandis que la croissance du Vieux continent ne devrait atteindre que

0,8% en 2024. Une situation qui a même poussé la présidente de la BCE, Christine Lagarde, à reconnaître de son côté reconnu que « nous ne pouvons pas attendre de disposer de toutes les informations pertinentes » pour décider de la baisse des taux. Lors d'une conférence à Francfort le 20 mars, cette dernière a ajouté qu'« en agissant ainsi, nous risquerions d'ajuster notre politique trop tardivement », et d'emmener la zone euro vers une récession. Dans le même temps, une grande banque centrale, celle de la Suisse, a déjà ouvert le bal des baisses. Jeudi, la Banque nationale du pays a ainsi réduit d'un quart de point son taux d'intérêt de référence pour le porter à 1,5%. À noter, début mars déjà, le gouverneur de la Banque de France, s'était avancé sur une première baisse des taux estimant « probable » qu'elle intervienne « au printemps », avait déclaré François Villeroy de Galhau, lors d'une interview au micro de BFM Business. Il avait toutefois nuancé son propos, précisant « qu'en Europe comme ailleurs, le printemps est une saison qui va d'avril jusqu'au 21 juin ».

CHYPRE

Bank of Cyprus annonce un rachat d'actions de 25 millions d'euros et augmente son dividende

Bank of Cyprus Holdings PLC a déclaré mercredi qu'elle avait reçu l'autorisation de la Banque centrale européenne de verser un dividende en espèces et qu'elle lancerait ensuite un rachat d'actions. Le prêteur basé à Nicosie proposera un dividende final de 0,25 euro lors de son assemblée générale annuelle le 17 mai, ce qui représente une multiplication par cinq par rapport à 0,05 euro l'année précédente. Il lancera également un rachat d'actions pour un montant total de 25 millions d'euros. Cette opération devrait avoir lieu à la fois à la Bourse de Londres et à la Bourse de Chypre. Le dividende et le rachat - collectivement la distribution - correspondent à un ratio de distribution de 30 % pour 2023, s'élevant à 137 millions d'euros au total. Ce ratio, a expliqué le prêteur, est conforme à sa politique et représente une augmentation significative par rapport aux 14 % de 2022. Globalement, le ratio CET1 sur une base transitoire était de 17,4 % au 31 décembre, contre 16,5 % précédemment. "Notre engagement continu à fournir une valeur durable aux actionnaires est démontré par notre distribution prévue comprenant un dividende en espèces significatif et notre premier rachat d'actions planifié", a déclaré le président Takis Arapoglou. "Le montant total du dividende en espèces est environ cinq fois plus élevé que le dividende de l'année dernière et reflète les solides performances financières et opérationnelles du groupe en 2023, qui ont entraîné une augmentation rapide du capital organique." Les actions de Bank of Cyprus Holdings étaient en hausse de 6,1 % à 315,00 pence chacune à Londres mercredi matin.

CUPRA TERRAMAR

prêt pour l'Amérique ?



Le constructeur espagnol a le vent en poupe et en plus de faire de l'ombre à sa maison mère Seat, il se permet d'envisager de vendre ses futurs modèles aux USA. Parmi ceux-ci, il y a le Terramar, un SUV qui va se positionner au-dessus du Cupra Formentor et qui pourrait être le dernier des nouveaux modèles de la marque à disposer de motorisations thermiques. La marque espagnole Cupra va bien et elle a de nombreux projets, dont celui de conquérir l'Amérique ! En attendant l'arrivée de Cupra sur le sol américain avant la fin de la décennie, la marque poursuit les essais routiers de son futur SUV Terramar. Un modèle que les ouvriers de l'usine hongroise Audi de Győr ont pu voir à la fin de 2022 puisque ce sont eux qui seront chargés d'assembler le Terramar aux côtés du futur Audi Q3, ces deux SUV partageant bon nombre d'éléments en commun, à commencer par la plateforme MQB Evo qu'utilise également le nouveau Volkswagen Tiguan. En plus de la plateforme que le futur Audi Q3 et le Cupra Terramar auront en commun, il y aura aussi les motorisations. Alors que la marque espagnole se diversifie vers le 100 % électrique avec parmi les nouveautés électriques le SUV Cupra Tavascan et la citadine Raval, il poursuit ses efforts dans le « thermique » avec ce Terramar qui sera disponible avec des moteurs thermiques mild-hybrid et hybrides rechargeables. C'est d'ailleurs l'un de ces hybrides rechargeables que nos chasseurs de scoop ont photographiés sur les routes allemandes près du circuit du Nürburgring. Il est reconnaissable à sa trappe de chargement positionnée sous le montant A. Le modèle de série devrait être présenté avant la fin de l'année 2024 pour une commercialisation dans la foulée.

FUTURE RENAULT CLIO 6

elle arrive en 2026 et elle a de bonnes nouvelles pour vous !

Non seulement la Clio ne rend pas son tablier avec l'arrivée de la R5, mais son remplacement est en cours. Et le petit génie du Losange restera fidèle à l'essence !



Pilier de la gamme Renault tant par son ancienneté – elle fête ses 34 ans cette année – que par les quelque 15 millions (!) d'exemplaires écoulés dans le monde et surtout en Europe depuis sa naissance, la Clio est devenue, des dires de Renault, une « marque dans la marque ». Mais tous les piliers finissent par vaciller avec le temps et l'avenir de la Clio s'est assombri à l'époque où la norme Euro7, originellement prévue pour 2025, durcissait à outrance les seuils d'émissions. D'autant qu'avec le duo Renault 5 et Renault 4, deux électriques censées rester abordables, le Losange demeurerait un acteur incontournable chez les citadines, conformément à son histoire. Mais en raison d'un contexte économique tendu et parce que les volontés politiques se fra-

cassent parfois sur le principe de réalité – faut-il rappeler le dernier coup de semonce sur les ZFE ? –, la fameuse norme Euro 7 a été reculée et surtout adoucie.

La Clio 6 en thermique, c'est acté !

Ce moratoire a probablement aidé Renault à statuer sur l'avenir de la Clio et donc sur son maintien dans la gamme ! Qu'importe la présence des R5 et R4 côté « watts », les concepteurs de la Clio 6 nous ont confirmé qu'elle restera thermique. Avec la conversion promise de la Twingo au tout électrique, la Clio permettra ainsi de « se maintenir » dans le segment des petites abordables avec une voiture thermique qui plaira encore au plus grand nombre. En conservant l'excellente base

CFM-B actuelle, Renault profitera des leçons de la chasse aux coûts réalisée pour l'électrifier (CFM-B EV) afin d'abaisser, en retour, le prix de revient de l'original thermique. Ainsi, l'enveloppe budgétaire de cette Clio 6, qui devrait être dévoilée dès 2026, serait 2,5 fois inférieure au programme de 2019. Sans compromettre les atouts d'aujourd'hui, notamment en ce qui concerne le confort, le comportement, la polyvalence ou encore la sobriété. Sans oublier un style de « Baby Ferrari », assure-t-on en interne. Pour réussir cette complexe équation, Renault réduira encore la diversité (moteurs, finitions...), réutilisera divers items vus dans les R5/R4 et internationalisera encore son volet informatique (programmes, validations, etc.). Avec des développeurs qui, de la Software factory de Toulouse aux sous-traitants de Bangalore, en Inde, travaillent « en relais », donc 20 heures par jour, le projet Clio débouchera encore plus vite que la R5, dont la réalisation a pourtant déjà été ramenée à trois ans.

Jusqu'à quand la Clio 6 ?

Reste enfin à savoir jusqu'où ira cette sixième génération. Si la date butoir de 2035 pour l'interdiction de la vente de voitures thermiques neuves en Europe demeure, il faut parier que la Clio 6 jouera les prolongations jusqu'au 31 décembre 2034. Mais si les clauses de revoyure (la première en 2026 justement) accouchent au contraire, d'un calendrier remanié en raison, une nouvelle fois, du principe de réalité, alors la Clio pourrait conserver longtemps encore ses pistons. Et rester, comme depuis 34 ans, l'une des trois voitures les plus vendues dans l'Hexagone chaque année.

Seat Ibiza et Arona : restylages visibles à l'approche

Nées en 2017, les Seat Ibiza et Arona sont déjà passées une première fois par la case restylage en 2021. En 2025, la berline citadine polyvalente et son pendant SUV seront une nouvelle fois relookés. Cette fois cela sera bien plus visible.

Lors de sa conférence annuelle, Seat a subrepticement montré ses Ibiza et Arona restylées. La berline citadine polyvalente Ibiza, lancée en 2017 est déjà passée une première fois par la case restylage en 2021, à l'époque, l'opération était relativement discrète ce qui n'est pas le cas avec ce second passage sur la table d'opération. La signature lumineuse change vraiment et apporte une touche high-tech bienvenue tandis que

le modelé du bouclier avant, notamment au niveau des écopes d'air latérales qui ont pris du volume, marquent une véritable différence.

De quoi tenir le coup encore quelques années avant le passage de la marque au tout électrique.

Un Arona encore plus expressif

De son côté, le petit SUV urbain, Arona a bénéficié, à quelques mois près, du même calendrier, c'est logique puisque les deux modèles font base commune, à savoir la plateforme technique MQB A0 du groupe Volkswagen partagée avec la Polo et la Skoda Fabia. Lancé en 2017, le Seat Arona a eu droit à un premier facelift en 2021.

Le Seat Arona, phase 3 donc, arborera un museau encore plus typé qui fait la part belle à une calandre en trapèze dont le contour est repris en écho par la prise d'air en partie basse. Le style est aérien et aussi très graphique en témoignent la mise en scène des prises d'air latérales.

Priorité à la Seat Leon en 2024

Pour l'instant, la marque ibérique du groupe Volkswagen n'en dévoile pas plus. En effet, dans son plan produit, ce sera la berline compacte Seat Leon restylée qui arrivera avant l'Ibiza et l'Arona. Sans surprise, la Seat Leon devrait bénéficier des évolutions techniques apparues lors du restylage de sa matrice la Volkswagen Golf 8



en début d'année. La Seat Leon restylée sera présentée dans le courant de l'année, avant ou après la Cupra

Leon ? Cette dernière pourrait avoir la priorité. De leur côté, les Arona et Ibiza sont attendues en 2025.

LE PREMIER CADRE ÉTHIQUE MONDIAL SUR L'IA ?

Les Nations Unies statuent enfin !

L'ONU a adopté la première résolution mondiale sur l'IA. Un geste historique, promettant que celle-ci serve un développement technologique guidé par le respect des droits humains.



L'IA générative a secoué la planète depuis l'avènement des modèles destinés au grand public. La régulation de ces technologies est vite devenue indispensable pour éviter que celles-ci ne soient utilisées à mauvais escient. En France, la réflexion est déjà lancée, mais ici, c'est à l'échelle mondiale que cela se joue. L'Assemblée générale des Nations Unies vient d'adopter une résolution pionnière. Initiée par les États-Unis et appuyée par plus de 120 pays, cette résolution met en avant la nécessité de concilier les avancées technologiques permises par l'IA avec les droits de l'homme et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Une collaboration internationale inédite

C'est une première mondiale, et il était grand temps que cet appel à l'action survienne. Simultanément à l'adoption de cette résolution, L'Assemblée générale a mis en avant plusieurs piliers fon-

damentaux qui devront guider les avancées de l'intelligence artificielle : « le respect, la protection et la promotion des droits de l'homme dans la conception, le développement, le déploiement et l'utilisation de l'IA » peut-on lire sur le site ONU Info.

Cette prise de conscience collective est un grand pas en avant, démontrant que ces technologies auront un impact immense sur nos sociétés, et qu'une gouvernance éthique doit les encadrer. L'ONU s'engage également à promouvoir des systèmes d'IA « sûrs, sécurisés et dignes de confiance ».

Entre défis et espoirs

Cette résolution soulève également des questions sensibles, notamment celles portant sur l'utilisation responsable de l'IA dans certains secteurs : militaires et sécuritaires particulièrement. Linda Thomas-Greenfield est Ambassadrice et Représentante permanente des États-Unis auprès de l'ONU. Elle a indiqué que « le dialogue inclusif et constructif

qui a conduit à cette résolution servirait de modèle pour les conversations futures sur les défis de l'IA dans d'autres domaines, par exemple en ce qui concerne la paix et la sécurité et l'utilisation militaire responsable de l'autonomie de l'IA ». On aimerait sincèrement que cela soit le cas. Cette avancée est certainement la première étape d'une réflexion encore plus large. Thomas-Greenfield a expliqué : « Nous souhaitons que cela complète les futures initiatives de l'ONU, notamment les négociations en vue d'un pacte numérique mondial et le travail de l'organe consultatif de haut niveau du Secrétaire général sur l'intelligence artificielle ». Dans sa globalité, le message est assez clair : l'IA doit servir l'humanité à tous les niveaux, de manière éthique et doit profiter à tous les pays, quel que soit leur niveau de développement technologique. Tous les acteurs sont concernés par celui-ci : médias, société civile, entreprises, organismes de recherches ou gouvernements. Pourvu que cet appel soit entendu !

Microsoft injecte de l'IA dans ses dernières Surface pour entreprise

Microsoft a présenté la Surface Pro 10 et Laptop 6 à destination des entreprises. Outre l'arrivée d'un bouton dédié à Copilot, notre confrère de PC World constate un effort pour répondre aux besoins des professionnels. Avec l'arrivée du printemps, Microsoft a décidé de lancer ses derniers terminaux Surface à destination des professionnels. Deux PC portables ont donc été présentés : Surface Pro 10 et Laptop 6. Ils sont logotypés « for Business », ce qui laisse penser qu'une déclinaison grand public sera prochainement dévoilée, peut-être avant la conférence Build.

Notre confrère de PC World constate que Microsoft a fait un effort pour faire des terminaux réellement utiles aux professionnels. Cela se traduit par exemple par l'intégration éventuel de la 5G, un clavier plus ergonomique, le support du NFC (sur la Surface Pro 10), un lecteur de carte à puce (sur la Surface Laptop 6). Il observe par ailleurs que l'écran est plus lumineux avec un meilleur traitement anti-reflet. Les webcams ont été améliorées, y compris avec une caméra grand angle sur la Surface Pro 10 qui sera très probablement utilisée pour les panoramiques et les zooms de l'IA. Parmi les regrets, les terminaux n'intègrent pas la version vPro des puces Core Ultra d'Intel. De même, Microsoft ne vend toujours pas le clavier Surface Pro (presque obligatoire) ou le stylet Surface Slim Pen 2 (plus optionnel) en tant qu'ensemble unifié dès le départ.

La grande évolution des deux PC portables est l'intégration de la touche Copilot dédiée dont Microsoft a parlé précédemment, avec un inconvénient : si Copilot n'est pas disponible dans votre région, il sera remplacé par défaut par la recherche Windows standard. L'assistant sera capable de choisir entre un compte « Travail » et un compte personnel, de sorte qu'il puisse accéder seulement aux données professionnelles de l'utilisateur. Microsoft a montré dans une vidéo comment Copilot pouvait être utilisé avec OneNote pour aider à organiser et à nettoyer les notes, mais aussi à les reformater. Toujours sur l'IA, les deux Surface bénéficient des dernières puces Intel en la matière : les Core Ultra (Meteor Lake). Les puces intègrent une unité de traitement neuronal (NPU), qui fonctionne avec le GPU et le CPU pour effectuer des calculs d'IA. Dans Windows 11, ce NPU est sollicité par exemple sur les photos au sein de Windows Studio Effects. Ce dernier propose des zooms et des panoramiques automatiques, ainsi que le filtrage du bruit. Cette application trouve toute sa place avec l'Ultrawide Studio Camera embarquée dans la Surface Pro 10. Elle offre un champ de vision plus large de 114 degrés. Elle offre désormais une résolution de 1440p contre 1080p pour la génération précédente.

Parmi les efforts, Microsoft a travaillé sur l'aspect nomade la Surface Pro 10. En premier lieu, la connectivité a été améliorée en intégrant la 5G. Attention, cette option n'est pour l'instant pas disponible. « Elle le sera plus tard cette année sur certains marchés », a déclaré un représentant de Microsoft dans un courriel à notre confrère de PC World.

Par ailleurs, pour travailler en extérieur, la Surface Pro 10 est dotée d'un écran capable d'atteindre 600 nits. Le contraste a également été amélioré, passant de 1200:1 à 1300:1. De même, les deux portables sont dotés d'un écran anti-reflets qui promet de réduire les reflets de 50 % et ils intègrent également une technologie de couleur adaptative améliorée pour compenser un changement d'éclairage.

Brèves

Premiers pas réussis en bourse de Reddit

La plateforme de discussions a été introduite hier à la bourse de New York et le succès a été au rendez-vous. Le prix l'action était fixé à 34 \$, pour une valorisation de 6,4 Md\$. À l'ouverture des cotations, l'action s'est envolée de 40% pour atteindre le prix de 47 \$. Une bonne nouvelle pour les prochaines IPO pour qui Reddit avait valeur de test. Face aux incertitudes du marché, Reddit avait

été obligé de reporter son introduction en bourse.

29 zero day au Pwn2own Vancouver

Carton plein pour les hackers éthiques au Canada en remportant 1,13 M\$ et une Tesla Model 3, que l'équipe Synacktiv a remporté le premier jour. Les concurrents ont réussi à exécuter du code et à élever leurs privilèges sur des systèmes entièrement corrigés après avoir piraté Windows 11, Ubuntu Desktop,

VMware Workstation, Oracle VirtualBox, trois navigateurs web (Apple Safari, Google Chrome et Microsoft Edge) et la Tesla Model 3. Les fournisseurs disposent de 90 jours pour publier des correctifs de sécurité pour les vulnérabilités zero day.

L'ONU adopte une résolution sur l'IA.

L'Assemblée générale des Nations Unies a annoncé une résolution historique pour promouvoir des systèmes d'intelligence artifi-

cielle sécurisés et fiables. C'est la première fois que l'Assemblée adopte une résolution sur la réglementation de ce domaine émergent. L'Assemblée générale a appelé tous les États membres et parties prenantes à s'abstenir ou à cesser d'utiliser des systèmes d'intelligence artificielle contraires au droit international des droits humains. « Les mêmes droits dont jouissent les personnes hors ligne doivent également être protégés en ligne, y compris tout au long du cycle de vie des systèmes d'intelligence artificielle », indique l'Assemblée.

Mots fléchés

Lecteur de disques													
Micro-nutriments		Répétitif	Petite maison du sud		Faucon	Circulent en Moldavie		Réserve		Menace en Sicile		Signal de détresse	
			Arrêt			Adverbe		Épargner		Sein		Impératrice russe	
Délais accordés													
Local d'artisan													
							Petit cigare						Sourire
Fin de verbe			Lentille				Résine				Argon en bref		
Antisocial			Rhésus				Suppression de la douleur				Prétentieux		
						Pièce de charue							
				Sou nippon		Psychiatre français				Hurlement			
Hydrocarbure									Argenté				
									Bois précieux				
576 mètres			Aile protectrice								Grison		
Radios et télé													
			Lac du Soudan			Matrice		Garçon bouché					
			Donne le choix										
Jeu d'esprit		Insignes		Sans valeur						Protozoaire		Parole	
				Espèce									
					Place des promos			Récente					
					Laverie								
Dieu solaire			Obtempéré					Département					Endormissements
								Lésion cutanée					
Effet comique	Ornements								Officier ottoman		Grand axe		
	Morceaux de musique												
			Lettre grecque				Tête parfumée				Action de scout		
			Tuer le cerf				Langue du nord				Chemin de halage		
Délivrer du malin													
Socle													
				Jeune cerf		Image pieuse						Ancienne monnaie de Chine	
Grimpeur		Unité de fluidité				Refuge d'artiste					Demi pou		
						Bouts de tables					Ceinture de kimono		
							Avant nous			Armée secrète			
										Clé musicale			
Amour de Céladon		Disque coloré					Avariée						
						Aimables							

Le Brent termine à 85,43 dollars

Les prix du pétrole ont terminé en légère baisse vendredi, handicapés par une remontée du dollar, sans toutefois faire descendre les cours en dessous des 80 dollars le baril. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en mai, a baissé de 0,40% à 85,43 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, a cédé 0,54% à 80,63 dollars. Le dollar est remonté de 0,50% par rapport à l'euro et d'autant par rapport à la livre, ce qui pèse sur le prix du baril qui est facturé en dollars. "Les décisions et les discours de la BoE (banque centrale britannique, NDLR) et de la BNS (banque centrale suisse) ont pesé sur leurs monnaies respectives", permettant ainsi au dollar de se renforcer, ce qui a lesté les prix du brut, a expliqué Tamas Varga, analyste chez PVM Energy.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Dimanche 24 mars 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



ATTENTAT TERRORISTE
EN RUSSIE

L'Algérie condamne

L'Algérie a condamné, hier samedi, avec «la plus extrême vigueur» l'attentat terroriste, «lâche et abject», perpétré contre la Fédération de Russie. «En cette situation tragique, l'Algérie assure la Fédération de Russie de sa solidarité pleine et entière, de même qu'elle exprime ses condoléances les plus émues aux familles des victimes et souhaite un prompt rétablissement aux blessés», indique le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger dans un communiqué. «Cet attentat terroriste vient rappeler à l'ensemble de la communauté internationale la persistance du fléau du terrorisme, tout comme il vient l'interpeller sur l'obligation qui est la sienne de garder intactes sa vigilance et sa capacité de mobilisation collective pour faire face à cette menace qui maintient ses capacités de nuisance et de destruction», souligne la même source. Et d'ajouter : «L'Algérie réaffirme son entière disponibilité à apporter, en toute détermination et responsabilité, sa contribution à l'action collective de la communauté internationale dans l'œuvre d'éradication de ce fléau dans laquelle elle est engagée». Vendredi 22 mars, une fusillade et plusieurs explosions ont fait des dizaines de morts avant un concert près de la capitale russe.

PRÉSIDENTIELLE ANTICIPÉE

Les raisons d'une annonce

L'annonce d'avancer l'élection présidentielle à septembre 2024 semble en avoir désarçonné plus d'un. Le Président de la République, dans son souci de transparence, a déstabilisé ses adversaires, mais également un peu ses alliés par cette annonce qui semble brutale, dans la forme, mais tellement cohérente dans le fond.

Qui contrôle le timing, contrôle la situation. Le Président Tebboune a toujours été un "maitre des horloges", souvent déroutant, mais jamais submergé. Le premier enseignement de cette annonce d'une élection anticipée est le retour à la normalité, relève l'APS dans une lecture de l'annonce de la décision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, de la tenue d'une élection présidentielle anticipée le 07 septembre 2024. Les événements de 2019, la présidentielle reportée de juillet 2019, celle "à la Husarde" de décembre 2019, avaient modifié le calendrier électoral algérien. Bouleversé les traditions à cause d'événements politiques exceptionnels de par leur gravité.

L'annonce du Président Tebboune est donc le signal, officiel, d'une sortie de crise. L'Etat algérien n'est plus en crise ou en situation d'urgence. Il a reconquis sa stabilité. Ses institutions ont retrouvé leur équilibre. Il a retrouvé son processus décisionnaire. L'agenda électoral est donc re-calibré en fonction de cette norme. De la norme démocratique. De ce retour à la quiétude constitutionnelle et institutionnelle. Quitte à écourter de son propre mandat, la réflexion présidentielle semble avoir été guidée par ce souci de réstabilisation de l'édifice de l'Etat. Le deuxième enseignement est l'éternel retour au peuple. Seul décideur et seul comptable de l'action du Président de la



République. Cette annonce est le signe que le Président Tebboune fait confiance à son peuple, aux citoyens et aux électeurs. A leur jugement et à leur lucidité. Certes, certaines voix habituelles ont commencé à échafauder les scénarios les plus absurdes, faute de décoder la boîte noire présidentielle. La parole est libre et la spéculation gratuite. Sauf que si les ennemis sont désarçonnés, c'est précisément à cause de cette relation charnelle entre un Président et son peuple. Le Président Tebboune n'a jamais eu besoin d'un intermédiaire. D'un filtre. D'une tutelle. Il avait établi, dès le début de son mandat, le langage de la vérité et de la franchise pure avec son peuple. Sans détour. Sans ambiguïté. Quitte à en choquer certains, ou à en bousculer d'autres. C'est le style présidentiel, il est typique au Président Tebboune qui a tou-

jours eu l'audace de sortir des sentiers battus. De parler crument à son peuple car il l'estime mature et allergique au mensonge politique. C'est dans ce sens, qu'il revient à lui, et à lui seul de leur adresser sa vision du futur. Quand il le décidera.

Le troisième enseignement est, sans nul doute, le calcul géopolitique. Le dernier sommet du gaz, la gestion des conflits et les mutations géostratégiques et sécuritaires dans la région ont certainement muri cette réflexion. Influée sur cette annonce. L'Algérie joue une partition serrée qui va conditionner son avenir de Nation face aux nouveaux colonialismes. Les menaces extérieures sont telles, réelles et palpables, qu'écourter le premier mandat est une nécessité tactique. Une anticipation de turbulences programmées. L'enjeu international prédomine sur l'enjeu national.

L'Algérie se doit de montrer son unité intérieure, sa cohérence domestique, avec un Président, une Armée et des institutions en ordre de bataille pour prévenir les crises extérieures. Et elles sont déjà à nos portes. Et elles visent notre souveraineté et notre sécurité.

Le retour à la stabilité qui a été le souci cardinal du Président Tebboune doit trouver son prolongement dans le message qu'envoie l'Algérie à ses partenaires et à ses ennemis historiques. Il ne faut pas compter sur une fragilité intérieure. Il n'y aura pas de faiblesse face à l'adversité. L'Algérie est prête pour les défis qui la menacent et avancer une présidentielle est le message de cette sérénité retrouvée. Enfin, le dernier enseignement est, sans conteste, le calme personnel du Président. On ne le soulignera jamais assez, mais l'Algérie a un Président qui travaille. Il a un job à faire et à un seul patron: le peuple. Et tant qu'il n'a pas réalisé ses objectifs entièrement, ses promesses solennelles, ses engagements inébranlables, il demeurera complètement focalisé sur le parachèvement de son pacte avec les Algériens. Avec le citoyen auquel il a redonné la dignité d'être l'arbitre suprême.

"Une Algérie Nouvelle" qui a été décriée, dès sa naissance, par les experts en défaitisme, les professionnels du "déclinisme", les nostalgiques de la corruption d'Etat et les traitres intérieurs qui ne veulent pas de l'émergence de cette Algérie renouvelée. Le chemin a été semé d'embûches, la tâche considérable, parfois pour des raisons sanitaires (Covid), qui avait prouvé l'entraide état-citoyen au demeurant, mais souvent pour des raisons endogènes au système politique qui avait déraillé de sa trajectoire. Le retour à un Etat fort est au prix de sacrifices. Le Président Tebboune a fait des espoirs, des aspirations et des propositions de son peuple son seul sacerdoce. Il est devenu, de ce fait, la garantie du lien générationnel entre l'Algérie de la Révolution et l'Algérie du Renouveau.

SAÏD CHANEGRIHA EN VISITE AU COMMANDEMENT DE LA GARDE RÉPUBLICAINE

«Nous avons veillé, au sein de l'ANP, à élever le corps de la Garde Républicaine au rang d'élite»

Le Général d'Armée Saïd Chane-griha, Chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a effectué, samedi, une visite de travail et d'inspection au Commandement de la Garde Républicaine et ce, dans le cadre de ses visites d'inspection aux différentes composantes de l'ANP durant le mois sacré de Ramadhan, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. Le Général d'Armée a tenu, par la suite, une rencontre avec les personnels de la Garde Républicaine, où il a prononcé une allocution d'orientation suivie par le personnel des unités relevant de ce Commandement, via visioconférence, à travers laquelle il a mis l'accent sur «l'importance que le Haut Commandement de

l'ANP accorde au Commandement de la Garde Républicaine, en œuvrant à réunir tous les facteurs et conditions nécessaires au développement de cette Arme». «Nous avons veillé, au sein de l'ANP, à élever le corps de la Garde Républicaine au rang d'élite, dont le rendement est digne de la noblesse des missions qui lui sont confiées, et à le hisser aux rangs de l'excellence», a-t-il souligné, ajoutant que «dans cette optique, tous les facteurs et conditions nécessaires au développement de cette Arme ont été réunis, de manière à être parfaitement en harmonie avec la sensibilité et le caractère vital des missions assignées et qui correspondent à notre ferme volonté de faire de ce Commandement et de son personnel un modèle

à suivre, à plusieurs égards, en matière d'instruction, de discipline et de rendement professionnel».

Il a insisté, à ce propos, sur le fait que «le sens élevé de la responsabilité dont font preuve les enfants dévoués de l'Algérie est la garantie fondamentale de l'immunité sécuritaire dont jouit notre pays aujourd'hui».

«Ainsi, il incombe aux cadres et au personnel de la Garde Républicaine de faire preuve du plus haut degré de professionnalisme, de préparation et de discipline, d'être à la hauteur de la confiance placée en eux, de rester pleinement fidèles au message des valeureux Chouhada et de toujours privilégier l'intérêt suprême de la Nation», a-t-il indiqué.